Parti Socialiste
Convention nationale extraordinaire
Dimanche 24 mai 1981

Sommaire

Le président (Claude Estier)..... 1
Lionel Jospin 1
Jean Poperen..... 11
Michel de la Fournière 19
Paul Quilès 21
Jean-Pierre Michel..... 24
Gérard Delfau..... 26
Marc Baldy 28
Gilles Charpentier..... 29
Gilly..... 30
Paulette Nevoux 31
Françoise Gaspard 33
Raymond Douyère..... 35

Matinée

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)

Je déclare ouverte la Convention nationale extraordinaire.
Les travaux vont se dérouler pour ce matin de la façon suivante : je vais immédiatement donner la parole à Lionel Jospin pour le rapport politique, après quoi ce sera Jean Poperen pour le rapport plus spécifique sur les élections, et puis nous engagerons un débat qui se poursuivra toute la matinée.
Je dis tout de suite qu'il est souhaitable que ce débat porte sur des questions générales, que ce soit un véritable débat politique, et que ce ne soit pas une suite de cas particuliers.
Pour cela il y a la Commission des résolutions qui sera désignée immédiatement après l'intervention de Jean Poperen.
Sans plus tarder, je donne la parole à Lionel Jospin.

Lionel Jospin

Chers camarades, nous sommes réunis aujourd'hui en Convention nationale extraordinaire pour désigner nos candidats aux élections législatives, mais nous sommes réunis aussi pour débattre et décider des conditions politiques dans lesquelles nous devons nous préparer à cette nouvelle bataille politique.

Collection Jean Jaurès

Pour introduire la discussion, Jean Poperen et moi-même nous nous sommes partagés la tâche. Il interviendra plus spécifiquement sur le processus de désignation interne tel qu'il a commencé dans le Parti, sur la situation telle qu'elle existe, sur les problèmes qui peuvent se poser, et fera à cet égard des propositions d'organisation de la discussion dans la Convention, car il nous apparaît clair que le débat en Convention doit être réservé au débat politique, et que nous ne maîtriserons pas en une seule journée le processus final de la désignation de nos candidats si nous devions entendre une série d'interventions sur des cas individuels ou sur des problèmes de personne.
Jean Poperen précisera cela mieux que moi tout à l'heure.
En ce qui me concerne, je veux intervenir sur le contexte politique dans lequel nous allons aller à ces élections législatives, et je voudrais en particulier introduire la discussion et les décisions que nous devons prendre pour ce qui concerne les contacts politiques et la possibilité d'arriver à un ou des accords politiques avec un certain nombre de forces qui ont contribué à la victoire de François Mitterrand le 10 mai aux élections présidentielles.
Le premier point que je voudrais mettre en lumière est le suivant : le 10 mai, avec l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République française, nous avons remporté une victoire véritablement historique. Les forces de Droite étaient au pouvoir depuis 23 ans, et elles avaient résisté à travers les années à toutes les secousses, à celle de la fin de la décolonisation qui les avait d'ailleurs amenés au pouvoir, aux secousses de 1968 venant d'un mouvement spontané, ou à l'offensive unitaire déjà menée autour de François Mitterrand en 1974.
Malgré les mécontentements suscités par leur politique, ces forces conservatrices, leur coalition regroupée autour de présidents de la République successifs, avaient maintenu leur domination sur le pays. Elles avaient dans cette campagne des appuis considérables, les forces de l'argent, les préfets, une partie des médias, le pouvoir concentré de l'Etat. Elles bénéficiaient de soutiens ou de sympathies extérieures au pays, et nous avons dû nous-mêmes combattre dans un contexte de division de la Gauche existant depuis plusieurs années, et aggravé des divisions syndicales ou des divisions dans le mouvement populaire.
En outre une fantastique campagne avait été orchestrée dans les mois qui précédaient pour nous promettre à la défaite, et particulièrement pour promettre François Mitterrand à la défaite.
Et pourtant, malgré ce contexte, nous avons gagné les élections présidentielles !
Les causes de cette victoire sont multiples, elles résultent d'un complexe d'éléments, de prises de conscience. Mais si l'on veut néanmoins les rassembler en quelques unes, simplifiées, je crois qu'on pourra noter la lassitude, l'irritation profonde qui avait gagné notre peuple, mais non pas une lassitude sceptique, résignée...
Chers camarades, je m'excuse, mais je pense qu'on doit pouvoir introduire cette discussion dans l'ordre, et les conversations particulières, notamment dans les couloirs, devraient être menées plus tard. Ou alors que les camarades aillent éventuellement dans les couloirs.

Le président - Roger Fajardie, donne l'exemple, s'il te plait !

Lionel Jospin - Cette lassitude de notre peuple a été une lassitude combattive, qui s'est transformée en un mouvement de rejet puissant de la politique du pouvoir et de celui qui l'incarnait, M. Giscard d'Estaing.
Deuxième facteur, la volonté qui s'est manifestée progressivement et avec une force extraordinaire au premier tour des élections présidentielles, lorsque 1 million 500 000 électeurs Communistes ont décidé de voter directement pour François Mitterrand, la volonté au sein de notre peuple et au sein de la classe ouvrière dans ce pays d'utiliser justement la situation maximum de division contre la division pour imposer l'union et les chances de gagner.
On peut noter aussi, bien sûr, la personnalité de notre candidat, les combats qu'il avait menés, la capacité qu'il a démontrée dans toute cette campagne, la stature d'homme d'état qui était la sienne, qui ont fait que dans un combat nécessairement personnalisé nous avions finalement pour gagner le meilleur candidat par rapport aux autres forces politiques.
La campagne du Parti, je pense, a contribué beaucoup plus qu'en 1974 où pourtant nous avions été hissés à un très bon niveau, à la victoire de 1981, en termes d'organisation, je pense, et il faut rendre ses mérites à la direction du Parti, de ce point de vue, mais aussi dans la capacité d'action des fédérations et dans l'enthousiasme qui a progressivement saisi nos militants et les sympathisants qu'ils ont su agréger autour d'eux.
Les divisions de la Droite, c'est vrai, nous ont servi, même si une analyse précise des résultats montre que François Mitterrand l'aurait emporté de toute façon, avec une moindre marge, s'il n'avait pas bénéficié d'une partie des reports de ceux qui s'étaient portés sur Jacques Chirac au premier tour.
En tous cas, à travers ces processus multiples, il s'est produit ce que François Mitterrand a annoncé au lendemain de cette victoire, le jour de sa prise de fonction, la majorité politique en France est venue rejoindre la majorité sociologique.
L'impact de cette victoire, et d'ores et déjà nous l'avons mesuré, est considérable. En France, ce qui nous a frappés tous, même si nous l'attendions, c'est la joie, l'enthousiasme, l'espérance, qui se sont emparés des milieux populaires, et aussi de la jeunesse, y compris d'une partie de la jeunesse qui sans doute n'avait pas voté aux élections présidentielles et dont il est d'ailleurs dommage qu'elle ne puisse pas voter pour les élections législatives.
Cela témoigne d'une aspiration profonde, d'une force disponible, à nos côtés, autour de nous et en même temps d'une attente qu'il ne faudra pas décevoir.
Il est possible même, et sur ce point vos analyses seront précieuses puisque vous êtes en contact direct avec la population, que ce mouvement de sympathie, de curiosité, d'espoir, dépasse le cadre des forces qui ont soutenu François Mitterrand au deuxième tour des élections présidentielles, et qu'il ait d'une certaine façon ébranlé, touché, un certain nombre de couches, un certain nombre de gens qui avaient pu, même au deuxième tour des élections présidentielles, ne

Collection Jean Jaurès

pas voter pour lui et qu'il faut entraîner absolument dans le deuxième tour des élections législatives.
Cette victoire représente également un choc sur l'arène internationale, mêlé d'inquiétude ou de supputations, chez tous ceux qui à l'échelle internationale, n'avaient pas souhaité cette victoire et préféraient que les conditions d'un statu quo pourtant inacceptable, à la fois sur le plan européen et dans les relations avec le tiers monde soient maintenues, mais aussi chez les peuples, chez beaucoup de gouvernements, chez les forces progressistes, Socialistes ou sociales démocrates auxquelles nous sommes liés, un espoir de changement profond, comme si ce mouvement amorcé en France, non seulement pouvait signifier la fin de la vague du mouvement portant vers la Droite l'opinion européenne ces dernières années, mais peut-être un préambule positif susceptible d'amorcer contre la fatalité de la crise ou la fatalité de la remise en cause de la détente, un mouvement positif.
Voilà donc la première leçon, ou le premier élément que je voulais mettre en lumière.
Le deuxième, bien sûr, est qu'il faut gagner les élections législatives. Cette victoire, nous le savons, est nécessaire. Elle est nécessaire pour prolonger au niveau parlementaire, à l'Assemblée Nationale, la majorité présidentielle qui a porté François Mitterrand au pouvoir. Elle est nécessaire si nous voulons gouverner, si le nouveau gouvernement désigné il y a deux jours, dirigé par Pierre Mauroy, veut traduire effectivement dans les faits au-delà des mesures de caractère réglementaire qu'il prendra dès mercredi prochain, à l'issue du Conseil des ministres et d'autres mesures qu'il pourrait prendre après, nos idées, nos propositions pour amorcer en France le changement économique et social, le changement vers la démocratie politique.
Cette victoire est nécessaire de façon négative si nous voulons éviter que s'ouvre une sorte de crise politique en France, car il est bien évident que si François Mitterrand a dit pendant sa campagne avec sagesse et conformément au rôle qu'il aspirait qu'il respecterait le suffrage universel qui se manifesterait à l'occasion des élections législatives, il n'est pas moins clair que l'espoir qui s'est mis en marche et que la politique qu'il veut mettre en œuvre se heurtera à de grandes difficultés si nous ne bénéficions pas d'une majorité parlementaire pour gouverner.
Il faut donc dans ces élections législatives et ce doit être un mot d'ordre central de notre action, donner à François Mitterrand, au nouveau Président de la République, les moyens de son action, de sa politique.
Or, cette victoire est possible. Bien sûr, il est clair que la Droite va s'arc-bouter après la défaite qu'elle vient de subir pour tenter de conserver la majorité qui est la sienne à l'Assemblée Nationale. Elle bénéficiera de moyens énormes et toute une série d'informations nous prouve déjà que l'argent, par exemple, va vers elle sans compter, qu'un certain nombre de forces qui restent en place tentent de l'appuyer, que les médias puissants jouent en sa faveur.
Symbolique de cet état d'esprit est le cynisme et l'opportunisme avec lesquels les deux ailes de la Droite qui s'étaient combattues avec tant de dureté et

particulièrement les deux protagonistes qui ont signé l'accord, Lecanuet et Chirac, pendant toute la campagne présidentielle, se sont entendus si vite, sans bases politiques, sans discussions véritables, sur 10 points vagues, qui ne sont en aucune façon un programme, en rejetant sur le côté celui qui avait mené le combat en leur nom, et en constituant cette union pour la nouvelle majorité.

Il sera très important dans la campagne, et nous avons déjà commencé (j'ai essayé de le faire au club de la Presse, au nom du Parti, en brocardant cette union pour notre maintien) de montrer qu'il s'agit d'une coalition sans principes de gens qui se sont divisés, qui restent divisés et qui tentent de replâtrer rapidement pour maintenir leurs privilèges. Mais il faut bien comprendre que le choc subi par les forces conservatrices en France dans la défaite du 10 mai est un choc rude, considérable, qu'ils ont perdu une bonne partie des soutiens qu'ils avaient au niveau de l'Etat et que, dans ces conditions, nos chances de gagner les élections législatives sont réelles.

Elles le sont d'autant plus qu'une dynamique peut se créer vers les forces du changement et tout particulièrement vers le Parti Socialiste et c'est pourquoi nous avons choisi, et le Président de la République a choisi, de tenir le plus rapidement possible les élections législatives les 14 et 21 juin, afin de ne pas prolonger la phase transitoire et d'utiliser pleinement ces deux dynamiques.

Il faut donc dire aux Français qu'ils doivent favoriser l'expérience qu'ils ont décidé de tenter en votant pour François Mitterrand le 10 mai.

Troisième leçon : pour gagner, il faut s'en donner les moyens. Il faut d'abord choisir de bons candidats, c'est-à-dire des hommes et des femmes capables d'entraîner, de convaincre et de mener ensuite, s'ils sont élus, une action continue, fidèle, solidaire au service des idées du Parti et de la politique des nouvelles autorités.

Nous espérons et nous pensons que les sections, les assemblées de circonscription, les militants du Parti ont été de ce point de vue à la fois enthousiastes et sages dans leur choix, en tout cas je voudrais dire que la Convention nationale, ici réunie, représentative des fédérations, représentées par les premiers secrétaires, les membres du Comité directeur et les élus n'est en aucune façon une chambre d'enregistrement, elle est là pour décider en tenant compte des décisions prises, mais avec la pleine responsabilité et la pleine conscience de l'importance de l'enjeu des décisions que nous aurons à prendre.

A ce sujet, Jean Poperen tout à l'heure fera les propositions de méthode nécessaire.

Pour gagner, il faut aussi choisir de bons thèmes politiques pour mener la campagne. Nous mènerons campagne, j'imagine, cela reste à préciser, mais pour moi cela va un peu de soi, sur les orientations défendues par le candidat, c'est-à-dire par celui qui est maintenant Président de la République. Certes, il faudra adapter ces propositions, leur esprit, leur nature au terrain lui même au caractère particulier des élections législatives, à la diversité des situations locales auxquelles chacun de nos candidats se trouvera confronté, mais il n'y a pas de contradiction selon nous entre les propositions du candidat et le projet Socialiste. Il n'y aurait pas, comme je l'ai entendu dans la presse, je ne sais quel

programme minimum qui serait le fait du président et un programme maximum lié au Projet Socialiste, il y a continuité : même politique adaptée à des circonstances et à un type d'élection différent.
Il faudra, bien sûr, dans cette campagne, dégager les idées force qui nous conduiront au succès, donner à François Mitterrand les moyens d'agir, donner une majorité au gouvernement qui vient d'être mis en place, éviter la crise politique, les contre-pouvoir, compte tenu de la façon dont nous ferons vivre la diversité dans les médias, compte tenu des forces que représenteront nécessairement les deux Assemblées ; les forces conservatrices existant suffisamment dans ce pays, il faut favoriser l'expérience qui vient d'être tentée.
Gagner suppose organiser convenablement pour cette campagne le Parti et son action de propagande et de communication. Il y a eu, certes, depuis la formation du gouvernement, des départs importants à la direction du Parti et j'y reviendrai d'ailleurs tout à l'heure, mais la structure d'action et de communication subsiste. Elle est donc prête à fonctionner et à déjà commencer à travailler.
Des propositions de matériel dont nombreuses seront faites dans l'esprit du combat déjà mené dans les présidentielles devraient d'ailleurs vous être faites aujourd'hui à l'occasion de la Convention, de façon à vous permettre de ramener dans les fédérations, pour les candidats, des informations suffisantes. Nous veillerons à ce que cette information soit faite de façon correcte ultérieurement.
Pour gagner il faudra enfin utiliser la force de la présidence et du gouvernement. Certes, François Mitterrand n'a pas l'intention d'intervenir dans cette campagne législative selon des termes qui ne seraient pas conformes à son idée de la démocratie, mais il est clair qu'il indiquera ce qu'il souhaite dans cette campagne avec mesure, mais en même temps avec force.
Par ailleurs, le gouvernement qui vient de se constituer, par les mesures qu'il annoncera dès mercredi puis ultérieurement et qui commenceront à traduire dans les faits nos engagements et nos promesses pendant la campagne présidentielle, pourra donner des points d'appui, pourra faire une démonstration qui nous sera utile devant le pays et devant l'opinion.
Quant aux ministres, quant à nos camarades membres du Parti et présents, nombreux, dans ce gouvernement, il est bien évident que tels qu'ils sont, personnalités reconnues compétentes à leur poste, personnalités fortes, ils nous aideront dans la campagne selon des formes et selon des rites qu'il y aura à déterminer et dont le Parti, naturellement, sera juge en discussion avec eux.
Quatrième point que je voudrais mettre en lumière : pour gagner, il faut rassembler davantage autour de nous sans rien renier de ce que nous sommes et des thèmes sur lesquels nous nous sommes battus pendant l'élection présidentielle.
C'est pourquoi il est nécessaire de mener dans les jours qui viennent des discussions politiques. François Mitterrand en a pris l'engagement pendant sa campagne présidentielle, au lendemain de sa victoire les forces politiques dans ce pays, tout particulièrement le Parti Socialiste discuteront avec ceux qui ont contribué à son élection pour voir si un accord ou des accords politiques sont possibles.

Nous discuterons donc avec tous ceux qui ont contribué à la victoire de François Mitterrand dès le premier tour et à partir du deuxième tour : mouvement des radicaux de gauche, gaullistes de gauche ou indépendants, parti Communiste, P.S.U., autres petits mouvements tels que Choisir, telle ou telle personnalité, Ecologistes éventuellement.
Nous rechercherons avec eux si un accord politique est possible et quelle traduction électorale éventuellement on peut lui donner.
Cela sera aisé avec ceux qui ont déjà dit qu'ils se reconnaissaient dans les orientations défendues par le nouveau Président de la République : Mouvement des Radicaux de Gauche, Gaullistes indépendants, et c'est pourquoi d'ailleurs plusieurs d'entre eux sont déjà présents dans le gouvernement formé il y a deux jours. C'est pourquoi aussi nous avons déjà, par des contacts discrets, essayé de préparer la traduction électorale nécessaire à ces accords et pourquoi nous vous avons déjà indiqué, pour préparer vous-mêmes les désignations dans vos fédérations, ce que nous envisageons avec telle ou telle force - Jean Poperen y reviendra de façon plus précise dans un instant.
Nous vous proposons d'engager discussion avec ces différentes forces politiques ou ces personnalités dès cette semaine, selon un calendrier que nous examinerons, mais qui devrait commencer sans doute au milieu de la semaine, et nous demandons à être mandatés par vous sur ce point.
Il existe naturellement un problème particulier de la discussion avec la direction du Parti Communiste. Quelles sont les difficultés spécifiques d'un accord ?
Elles tiennent à ce que le Parti Communiste est, en dehors de nous, et à beaucoup d'égards maintenant moins que nous, la force politique principale à Gauche, et dans ce nouveau rassemblement, en dehors du Parti Socialiste, la force principale dans le mouvement ouvrier.
Elles tiennent aussi à ce qu'ils ont contribué massivement le 10 mai, par leur vote, ces militants, adhérents, électeurs Communistes, à la victoire de François Mitterrand et contribué plus que d'autres forces en dehors de nous.
Mais nous savons, nous qui restons des observateurs attentifs, et qui devons rester lucides face aux euphories, face aux enthousiasmes, face à l'excès d'illusions, que si les électeurs et militants Communistes ont contribué décisivement à la victoire de François Mitterrand, cela ne veut pas dire que la direction de leur Parti l'a voulu, en tous cas dans la période antérieure. Jusqu'aux dernières semaines et jusqu'au premier tour des élections présidentielles, et cela depuis de longs mois, nous avons été critiqués par leurs dirigeants d'une façon que nous avons considérée comme inacceptable, injuste, que nous ne voulons pas voir revenir, mais dont nous savons qu'elle peut éventuellement revenir.
Nous savons aussi, et j'ai eu l'occasion de le dire dans des interventions extérieures, avant même le lancement de la campagne présidentielle, quand la question de la participation des Communistes au gouvernement a été posée, nous savons que contre le mouvement que nous avions amorcé dans les années 70, la direction du Parti Communiste a su malheureusement par sa politique faire de sa position un tabou de la politique française.

Tout cela fait que les conditions d'un accord avec le Parti Communiste sont difficiles, et obéissent à des règles spécifiques.
Quelles sont, selon moi, les conditions d'un accord possible et de quelle nature pourrait-il être ?
C'est sur ce point que vous devrez intervenir dans la Convention pour nous aider à cadrer nos discussions. Je crois que nous ne devrons renoncer à aucun de nos principes et à aucune de nos positions fondamentales en politique intérieure que cela touche aux libertés, au programme économique, au rythme des transformations, aux conditions, notamment des liens avec l'extérieur dans lesquels elles se feront, que cela touche à la vie politique ou que cela touche à la vie internationale avec des positions de principe que nous avons prises sur le droit des peuples, sur le droit des hommes et des femmes, sur la volonté de la lutte contre la course aux armements, sur des problèmes aussi sensibles que la question de l'Afghanistan, de la Pologne, des SS 20 ; nous devrons maintenir intégralement nos positions politiques, non seulement parce qu'elles sont justes, mais aussi parce qu'il y va fondamentalement de la victoire compte tenu de ce qu'ont été les engagements de notre candidat désormais élu, et de ce que souhaite notre peuple.
Il faudra également obtenir, me semble-t-il, un engagement clair de solidarité dans l'action gouvernementale, il ne peut y avoir qu'une politique ou gouvernement, mais il doit y avoir solidarité pour l'appliquer au gouvernement de la France.
Il faudra enfin obtenir le retour à un climat digne d'hommes et de femmes aspirant à diriger ensemble un pays, c'est-à-dire la renonciation à des campagnes politiques contre nous-même si nous acceptons, sur tel ou tel point, bien sûr, le droit à la critique.
Si cela peut être obtenu, alors, en tant que responsable politique je le dirai, nous le dirons, et le Président de la République, et le Premier Ministre auront à entériner les conclusions, des conclusions, notamment sur le plan de l'action gouvernementale.
Si cela ne peut pas être réussi dans les discussions, et je ne veux pas préjuger ici, devant vous, des résultats, nous pensions qu'il est indispensable, et que chacun y a intérêt pour faire en sorte que se dégage une majorité potentielle de changement à l'Assemblée Nationale, et que soient maintenues les chances de succès de l'expérience historique entreprise par François Mitterrand et nous-mêmes, d'arriver à un bon accord électoral.
Il est bien évident qu'on ne peut pas accepter que se constitue je ne sais quel syndicat de sortants et que l'on puisse considérer que soit gelé le suffrage universel sans tenir compte de la nécessité du suffrage universel, et que s'expriment les évolutions politiques s'il y en a, et que se fasse jour la démocratie; mais nous pensons qu'on doit réaliser un bon accord de désistement profitable à l'ensemble des forces de gauche en tenant compte des résultats du 1er tour et nous pensons aussi que si des problèmes existent, ils peuvent toujours être examinés de bonne foi après le 1er tour.
Sur ces points, nous souhaiterons, bien sûr, obtenir un mandat, et, d'ailleurs, un

Fondation Jean Jaurès

texte vous sera proposé, traitant de la situation politique, des perspectives des élections et un peu aussi de ces accords politiques, par Jean Poperen ultérieurement dans la matinée.
Je conclus : les perspectives qui nous attendent au gouvernement, dans le Pays, pour le Parti, sont des perspectives exaltantes pour lesquelles nous nous sommes battus, hommes et femmes, pour certains d'entre nous depuis des décennies, pour les plus jeunes d'entre nous depuis une dizaine d'années, avec force conviction, enthousiasme, et nous mesurons maintenant que nous sommes en face de cette perspective historique, confrontés aux responsabilités concrètes, à la difficulté de notre tâche.
Le Monde et la France, tels qu'ils sont, seront difficiles à changer. Le monde est en crise, des forces puissantes visent à empêcher des changements nécessaires pour un nouvel équilibre de la planète, et nous aurons donc à combattre ces forces, avec souplesse, avec habileté, avec détermination.
Nous héritons, en France, d'un héritage difficile, résultat de la crise, mais aussi de la politique menée par le gouvernement qui nous a précédé, par le président qui nous a précédé et nous devrons combler des retards pour répondre à la demande de notre peuple tout en maîtrisant les problèmes économiques et en assurant le succès de notre expérience.
Mais, les chances, qui sont les nôtres, sont aussi considérables, nous arrivons à nouveau au Pouvoir dans une situation bien meilleure que celle qui pouvait exister en 1936 alors qu'autour de la France les forces du fascisme, du nazisme occupaient, vous vous souvenez, les puissances les plus considérables ; ces forces n'existent pas actuellement en Europe et elles sont faibles encore dans le monde, au contraire, les capacités des peuples d'aspiration aux libertés sont considérables.
Je pense que les conditions sont donc beaucoup plus favorables qu'en 1936 du point de vue international, du point de vue interne aussi avec une incapacité plus grande, si nous savons agir, des forces conservatrices.
Je pense qu'elles peuvent être supérieures, malgré l'enthousiasme qui existait, à celles de 1945 avec les difficultés de la reconstruction et avec, surtout, immédiatement le poids des clivages Est-Ouest et de la renaissance de la guerre froide, sur cette expérience amorcée par nos aînés dont plusieurs se retrouvent maintenant au gouvernement pour porter le flambeau.
Je pense que nous avons pu rassembler, en faisant reculer la peur, l'hésitation, enfin les forces vives de ce pays, nous avons tous noté que, dans la population active, le score en faveur de François Mitterrand était un score de 60% contre 40% et cela aussi est un atout décisif.
A court terme, car je ne veux pas broder sur le long terme, nous aurons l'occasion dans d'autres instances de nous retrouver pour discuter de ces problèmes, il est indispensable - ce sont les deux points sur lesquels j'insisterai pour terminer - d'amorcer tout de suite de très bonnes relations, non seulement politiques, psychologiques, affectives allais-je dire, car sur terrain je n'ai pas d'inquiétude, mais institutionnelles et pratiques avec le Président de la République, le gouvernement et le Parti.

Fondation Jean Jaurès

Car, sur ce point, il n'y a pas de véritable précédent, les anciens, que je commence à consulter, ont eu à agir dans un cadre institutionnel qui était très différent, celui de la 4ème République, qui ne peut donc pas se comparer à ce à quoi nous nous trouvons confrontés dès maintenant.
Les liens, je le sais, et j'ai déjà vu à cet égard le Président de la République et le Premier Ministre, seront des liens excellents et réguliers. Je serai, d'ailleurs, reçu lundi à 15 heures par le Président de la République, mais il est vrai que je partagerai ce privilège avec Georges Marchais, reçu en premier - je pense que c'est un petit geste de bonne manière à lui faire - ensuite Chirac, puis Lecanuet, puis moi-même... (Rires)... eh oui, Georges Marchais et puis, quand même le représentant du Parti Socialiste, pour bien savoir ce à quoi on peut s'attendre, mais je sais aussi que des liens réguliers sont d'ores et déjà prévus entre le Premier secrétaire du Parti et l'instance présidentielle, l'instance gouvernementale et le Premier Ministre lui-même avec des rendez-vous réguliers, systématiques, destinés à faire que chacun restant à sa place et en particulier le Parti, néanmoins les relations soient bonnes, une préparation en commun, une information en commun réciproque soit faite.
Des contacts réguliers existeront naturellement entre nos camarades membres du gouvernement à la présidence et les responsables du Parti et les militants du Parti.
Dernier point sur lequel je voudrais terminer, je voudrais dire parce que je sais que cela doit exister, cela a existé chez les responsables fédéraux que vous êtes les membres du Comité directeur, chez les militants, puisque cela existe à la Direction nationale du Parti, il ne faut pas que le Parti Socialiste se sente orphelin.
Notre leader, le nouveau Président de la République, de grands dirigeants du Parti, de fortes personnalités, de bons camarades nous ont quittés puisqu'ils sont au gouvernement, à l'Elysée, mais ils restent proches de nous, plusieurs sont d'ailleurs aujourd'hui parmi nous malgré leur titre… (applaudissements) et donc, même si une certaine séparation du travail est opérée, même si la direction du Parti a perdu plusieurs de ses dirigeants importants, les liens entre nous subsistent.
Le Parti Socialiste est une réalité collective, il est un ensemble de militants qui vont d'ailleurs être dans quelques jours, et dans quelques semaines, de plus en plus nombreux, et qu'il faudra à la fois conquérir au Socialisme et dont il faudra en même temps rendre l'enthousiasme, la détermination, la jeunesse.
Nos cadres fédéraux restent ces infrastructures irremplaçables de réflexion, d'impulsion et d'action.
Les remplacements nécessaires à la direction du Parti, au Secrétariat et au Bureau exécutif seront opérés tranquillement, comme il convient, mais sans précipitation, de façon à faire les choix utiles, et le Comité directeur, comme il est néanmoins normal, aura à en décider.
Certaines décisions pourront d'ailleurs avoir un caractère provisoire, puisque nous aurons un rendez-vous de notre instance de décision et l'élection de la direction dans quelques mois à l'issue de cette bataille électorale à l'issue de

Fondation Jean Jaurès

vacances qui n'en seront pas pour nous tous peut-être autant que nous l'aurions souhaité d'un certain côté, mais suffisamment pour tout ce que nous avons rêvé ensemble puisque nous aurons un rendez-vous à l'automne pour le Congrès du Parti.
En tout cas, le Parti Socialiste, et c'est à cela qu'avec vous tous, à la place que je conserve, je me vouerai dans les semaines et les mois qui viennent, aura toute sa force, toute sa plénitude, jouera tout son rôle dans la campagne des élections législatives et au-delà, face au destin que nous ouvrons, nouveau, avec notre peuple. Je vous remercie.
(Vifs applaudissements)

Le président - Merci à Lionel Jospin. Je me plais à souligner et à saluer la présence, dans notre Convention, de plusieurs membres du gouvernement, vous avouerez que c'est inhabituel dans une instance. (Applaudissements.)
Avant de donner la parole à Jean Poperen, nous allons faire un intermède de trois ou quatre minutes pour permettre aux photographes et aux cameramen d'opérer ; cette Convention est à huis-clos, mais il est bon qu'il y en ait des images.
Je demande aux représentants des fédérations suivantes de bien vouloir venir à la tribune, car il manque les résultats des désignations des candidats Alpes-Maritimes, Ardennes, Creuse, Jura, Loir-et-Cher, Haute-Loire, Hautes-Pyrénées, Var - qui n'est pas complet - et Territoire de Belfort.
Camarades, nous reprenons les débats et je donne la parole à Jean Poperen.

Jean Poperen

Chers camarades, nous avons apparemment beaucoup à nous dire, mais on a tout de même toute la journée pour cela !
Il y a un certain nombre de difficultés, bien normales en pareil cas, à résoudre, mais je vous rassure, pas trop... A mon avis, moins qu'en d'autres circonstances et, à l'évidence, comme l'a dit notre Premier secrétaire, c'est dans un climat de joie et de confiance que nous tenons cette première Convention après l'élection de François Mitterrand.
Nous avons vécu, en effet, un événement de grande dimension, mais dont nous savons - et il dépend beaucoup de nous qu'il en soit ainsi - qu'il sera de grande conséquence. Nous avons, le 26 avril, puis le 10 mai, ouvert une porte. Pas plus, mais pas moins. Et de cela, tout le reste dépendait.
Si nous voulons au plus près vérifier comment se présente ce que nous avons immédiatement devant nous, c'est-à-dire l'élection législative des 14 et 21 juin, nous devons très rapidement - je pense que cela a été fait déjà, je dirais même que nous savons que cela a été fait déjà dans beaucoup de fédérations ou dans beaucoup de circonscriptions - apprécier comment nous avons remporté la victoire le 10 mai, et avec l'ampleur qu'elle a connue.
Victoire naturellement, d'abord, de François Mitterrand, de la persévérance sur une ligne politique, y compris dans les moments les plus difficiles, et il n'en a

pas manqué.
Victoire aussi de la perspicacité politique, de l'intelligence politique qui lui ont permis de nous aider à fixer la meilleure route.
Victoire du Parti Socialiste. Il est tout à fait clair pour nous tous, et nous le ressentons profondément, que nous n'aurions rien obtenu de ce résultat si, il y a dix ans, presque jour pour jour, à quelques semaines près, ne s'étaient rassemblés les Socialistes au Congrès d'Epinay, sur les bases, sur l'orientation politique que, dès le premier jour, ils se sont donnés et auxquelles ils se sont tenus, qui leur ont permis d'être de plus en plus un grand parti de forces populaires, de rassemblement, puisqu'en dix ans beaucoup d'autres sont venus grossir ce premier rassemblement.
Victoire donc également, par-là même - et nous devons y réfléchir au moment où nous abordons une étape tout à fait nouvelle pour nous - d'un choix politique. Aucune victoire n'est neutre. Elle est le résultat d'une option, d'une option fondamentale qu'évidemment, aujourd'hui, il est plus facile de faire prospérer, mais qu'il fut, en certaines circonstances, difficile de faire prévaloir.
En fonction de ces constatations très rapidement rappelées, mais que, je crois, il convient de rappeler, parce que la suite dépend beaucoup de ce qui s'est fait et de la façon dont nous l'appréhendons maintenant, je dirai - et je crois que Lionel l'a dit tout à l'heure déjà, nous devons en être convaincus - que nous devons gagner le 14 et le 21 juin.
Nous avons, pour cela, toutes les cartes en main. Il faut les utiliser le mieux possible. Mais il faut mesurer aussi une seconde - car on doit toujours envisager toutes les hypothèses - qu'il serait désastreux que nous ne gagnions pas. Ce serait compromettre, et peut-être remettre en cause, ce que nous avons acquis. Donc, nous devons gagner, mais, je dirai, nous ne pouvons pas faire autrement que gagner.
De ce point de vue, si nous regardons les résultats du 1er et du second tours, ce qui frappe, c'est que l'ampleur du rassemblement du second tour a été essentiellement le résultat de notre forte progression, à nous Socialistes, au 1er tour. Comme nous le sentions et comme nous l'avions dit, dès lors que le Parti Socialiste apparaissait, au soir du 1er tour, en position de gagner, la dynamique se créait et le rassemblement s'élargissait, se renforçait.
Mon sentiment, notre sentiment, c'est que les choses ont toutes chances, si nous faisons ce qu'il faut, de se passer de la même façon pour les élections législatives.
Ce qu'on a appelé, en rétrécissant un peu le concept, en le diminuant, le "vote utile", c'est cela que ça veut dire et qu'ont compris, qu'ont ressenti des millions de gens qui, par ailleurs, ne sont pas des spécialistes de la politique, qui ne s'y intéressent que quand il y a un grand mouvement. A partir du moment où ils ont senti que cette force, dont je vous rappelle que toutes les études d'opinion, tous les sondages, et puis aussi ce que nous ressentons par notre travail sur le terrain, montrent qu'elle était reçue depuis déjà des mois comme la force politique de loin la plus attractive, celle à laquelle on faisait - même quand on ne votait pas encore pour elle - le plus confiance pour toute une série de choses, pour la

Fondation Jean Jaurès

justice sociale, pour la liberté, pour le temps de vivre, bref à partir du moment où ils ont senti que cette force-là pouvait gagner, alors les vannes se sont ouvertes et nous avons regroupé non seulement toutes les voix, je dirais, traditionnelles de la Gauche, mais encore d'autres, et c'est ce qui a donné le résultat du 10 mai.
C'est donc ce qui peut donner un bon, un très bon résultat le 21 juin, car là encore, dans un nombre important de cas où il y a aujourd'hui incertitude, voire - il faut le dire - un très grand doute sur la capacité à battre les candidats de l'ancienne majorité, devenue, suivant l'excellent mot de Lionel Jospin, l'union pour Notre maintien - pour leur maintien... ou en fait pour sauver les meubles, s'ils le peuvent - ils peuvent être battus si ce mouvement, si cette dynamique se déclenche.
C'est dire que le vote pour les candidats Socialistes, au 1er tour, sera le levier pour faire un grand succès au second.
Vous me direz : "Pourquoi nous dire cela ici ? On en est tous persuadés"... Oui, mais je crois qu'à partir de là, cela nous donne encore plus d'arguments dans la campagne que nous allons mener pour valoriser nos candidats comme meilleure chance du succès de l'ensemble des forces du rassemblement populaire, le 21 juin, c'est-à-dire au tour décisif, celui qui désignera l'Assemblée, cela d'autant plus que, s'il est vrai que nous avons gagné, je dirais dans l'immédiat, une bataille politique, tactique en un sens, en fait c'est l'aboutissement d'une progression en profondeur, et je voudrais m'y arrêter une seconde. Je pense que c'est tout à fait important pour la suite.
En effet, François Mitterrand a dit, reprenant une formule qui, d'ailleurs, lui était chère et qu'il avait souvent employée avant d'être Président de la République - mais à l'époque, c'était seulement une prévision et un souhait, maintenant c'est une réalité - la majorité politique a rejoint la majorité sociologique.
Je dirai, pas du tout pour le corriger - car je suis sûr qu'il pense aussi cela - qu'elle a commencé, mais le travail n'est pas achevé pour que cette majorité politique soit pleinement la majorité sociologique.
Tout à l'heure, Lionel Jospin faisait remarquer que déjà, à l'heure actuelle, c'est de l'ordre de 60% de la population active qui ont choisi le candidat du changement, qui ont choisi François Mitterrand. C'est dire combien nos positions en profondeur sont plus fortes encore que ne le montrent les résultats politiques des élections. Mais en fait, combien de travailleurs encore, soit parce qu'ils n'y croyaient pas, soit parce qu'ils avaient été désillusionnés par les divisions de la Gauche, par l'attitude de division des dirigeants Communistes, soit pour toute autre raison, n'ont pas encore rejoint notre camp ! Il en est beaucoup. C'est dire que ce processus, qui a déjà atteint un niveau très élevé, doit se poursuivre.
Je disais : c'est l'aboutissement d'un mouvement en profondeur. Rappelez-vous à quel niveau nous étions déjà - c'est la première fois, je crois, que nous avons passé seuls le cas très important des 25% - aux élections cantonales de 1976. Cela a été confirmé aux élections cantonales de 1979, confirmé à l'évidence, même si le calcul était plus difficile puisque, le plus souvent, il y avait des listes

d'union, aux élections municipales de 1977. Mais il y avait eu l'à-coup de grande dimension des législatives de 1978, pour les raisons que tout le monde sait ; tout le monde sait que la Gauche était majoritaire et qu'elle n'a perdu que parce que les dirigeants Communistes avaient décidé de la faire perdre par la rupture de septembre 1977. Nos adversaires se gaussaient, déclarant : la Gauche peut gagner les élections partielles, elle peut gagner les élections locales, mais elle ne gagnera jamais les élections nationales et générales.
Eh bien, la démonstration est faite avec éclat ! (applaudissements)
En réalité, réfléchissons que c'est évidemment un geste de plus grande signification pour un électeur, et c'est pourquoi il y a eu un certain temps de retard, qui a pu parfois décourager certains - le plus grand nombre d'entre nous ne l'étaient pas, découragés... la preuve ! - De voter pour un choix national que pour un élu que l'on connaît directement et qui, après tout, n'a barre que sur une partie de la vie quotidienne, au niveau cantonal ou au niveau municipal.
C'est pourquoi il y a eu tant de retard, mais je vous demande de réfléchir qu'en profondeur, en réalité la Gauche est déjà depuis plusieurs années en position majoritaire, et que nous venons simplement de concrétiser au niveau national. Je dis "simplement", même si c'est un simplement lourd de sens.
Alors cela veut dire que je crois notre victoire solidement ancrée, si nous faisons ce qu'il faut, et pourquoi dans cette nouvelle phase ne le ferions-nous pas, nous avons toute chance plus tôt et dans l'immédiat, et au-delà, de consolider numériquement ce qui vient d'être acquis. Je crois qu'il faut en être tout à fait persuadé et nous allons disposer dans cette bataille politique, d'arguments de très grand poids :
- faire ce sur quoi nous nous sommes engagés depuis des années, pas seulement dans la campagne pour les présidentielles, car les thèmes qu'a développés François Mitterrand candidat et aujourd'hui président, sont ceux que depuis des années nous avons mis au point : justice sociale, liberté (au sens plein de ce mot), changer la vie, bref c'est tout cela que nous voulons faire.
Je crois que les Français comprendront et d'ailleurs comprennent, je crois que tous les échos que nous avons - les camarades diront dans le débat s'ils ont un autre sentiment mais ce serait la première fois que j'entendrais cela depuis quinze jours - montrent que les Français comprennent qu'il faut donner à François Mitterrand président, les moyens de gouverner et d'appliquer, cela veut dire une large majorité présidentielle lors des élections législatives, et à l'intérieur de cette majorité un puissant groupe Socialiste. Cela c'est l'idée simple, c'est l'idée force, sur laquelle chacun le sait bien, tous ceux qui sont ici le savent bien, nous devons axer notre campagne : donner à la majorité du 10 mai les moyens de gouverner. A politique nouvelle président nouveau, à président nouveau majorité parlementaire nouvelle, c'est l'évidence, c'est le bon sens. Et l'argument, le seul, que nos adversaires essaient d'opposer, à mon avis ne pèsera pas lourd en face de celui-là, la fameuse donnée du rééquilibrage, en vérité les gens n'ont pas envie d'infirmer ce qu'ils ont fait, et ceux qui ont voté pour nous encore le 10 mai, mais qui estiment que la logique maintenant c'est de faire ce qui a été décidé, c'est de s'engager dans la voie qui a été choisie le 10

mai.
Nous avons donc là tous les éléments, je dirai toutes les cartes, pour gagner.
Bien entendu cela aidera si nous avons des candidats capables de mener le combat, et je dirai sans aucune ironie, mais plutôt avec une grande satisfaction que nous éprouvons tous, que nous avons beaucoup de candidats capables de mener le combat, ce qui pose ici et là quelques problèmes, bien normaux, bien légitimes, même si cela s'exprime parfois avec vivacité, qui s'en étonnerait...
Nous avons là des procédures pour arriver au meilleur choix possible, je dis seulement "meilleur choix possible", il y a beaucoup de meilleurs choix en somme, nous avons là une procédure qui est simple.
Les sections, dans le cadre des circonscriptions ou les assemblées de circonscription, puisque nous avions laissé une certaine marge, font des choix, émettent des votes, les Commissions exécutives fédérales examinent l'ensemble de ces résultats et les transmettent, avec parfois jugement, approbation, remarques, quelquefois contestations, et nous avons là un certain nombre de dossiers. Et en dernière analyse la Convention nationale ici réunie, dans la composition que Lionel Jospin a rappelée tout à l'heure, prend ses décisions.
Il va de soi que la règle, et d'ailleurs il n'y a aucun effort à faire pour qu'il en soit ainsi, la règle générale c'est donc la ratification des choix qui ont été faits.
Un certain nombre de problèmes peuvent cependant se poser, c'est surtout de cela que débattra d'abord la Commission des résolutions et finalement la Convention, s'il est nécessaire de la saisir à son tour.
D'abord, appliquer ce que nous avons décidé en premier lieu en ce qui concerne les camarades femmes.
Il est vraisemblable que Véronique Neiertz, chargée de ce secteur, sera amenée elle aussi à intervenir. Moi je voudrais dire, après notamment les quinze jours que nous venons de vivre, et si vous me le permettez que particulièrement je viens de vivre, qu'il faut faire un effort ensemble pour mettre en harmonie nos décisions avec nos choix de principe ; que de grandes envolées oratoires n'avons-nous entendu à la tribune des Congrès, venant de tous les horizons géographiques de ce parti et de tous les horizons, comme on dit, de sensibilité de ce parti.
Quelles formidables surenchères oratoires pour nous expliquer que nous devions avoir un certain nombre de femmes dans nos instances dirigeantes, et voilà qui est fait aujourd'hui, même s'il y a encore à améliorer, mais un pas important a été franchi, et parmi nos élues et notamment parmi nos élues parlementaires.
Dans l'Assemblée qui s'achève, nous avons deux femmes de grande valeur, mais vous m'excuserez, elles m'excuseront de dire que la qualité ne suffit pas, qu'il faut tout de même que nous prévoyions pour la prochaine séance un peu plus, je dis "un peu plus". Or, si nous laissons les choses aller, avec un groupe parlementaire, je me suis gardé de tout pronostic et je continuerai à m'en garder, mais qui à l'évidence aura beaucoup grossi, c'est sûr, nous risquons d'avoir un pourcentage de femmes qui lui n'aura pas sensiblement augmenté, pas sensiblement... Je sais bien que le fait par exemple - c'est une idée - de passer à 4, fait une augmentation de cent pour cent, mais vous m'accorderez que l'on ne

pourrait pas s'estimer satisfait avec un tel résultat, ni même par exemple à 8.
Or la réalité c'est que partout ou à peu près, (je dis à peu près car il serait injuste de dire partout, il y a d'ores et déjà de notables exceptions et des décisions prises déjà sans difficulté politiquement, avec la volonté d'avancer dans cette voie) enfin disons dans un très grand nombre de cas, le luxe d'arguments avec lequel on considère qu'il faut avoir des femmes, mais pas ici... est quelque chose de formidable, d'admirable même, tant ils prouvent une capacité d'invention dans l'argumentation, qui fait honneur certainement à notre sens de la vérité.
Mais malgré tout - je plaisante un peu - le résultat risquerait d'être pitoyable. Alors bien sûr, le dernier argument c'est que l'on nous dit : ce n'est pas la Direction nationale qui doit imposer... Alors là je mets tout le monde à l'aise, ce n'est pas en effet à la Direction nationale à imposer, c'est-à-dire pas au Bureau exécutif, pas au Secrétariat, pas aux Secrétaires aux élections.
En l'occurrence et au nom donc du Secrétariat et du Bureau exécutif même, je dis aujourd'hui que c'est la Convention qui va décider, elle va décidera si elle applique ce que le Parti a choisi, ou si, avec les meilleures raisons du monde elle refuse ici, là, ailleurs, à peu près partout, de l'appliquer.
Voilà, mes chers camarades, c'est la Convention qui va décider, elle aura tous les éléments pour le faire. Je n'en dis pas plus là-dessus.
Il est certain qu'il reste un certain nombre de cas dont nous pensons qu'ils doivent être résolus dans le sens de la désignation de camarades, d'autant que dans aucun de ces cas il n'est évident que les femmes en question et dans les conditions du moment, ne sont éloignées, je dirai des qualités indispensables à ce combat et demain à l'exercice du mandat. Si je le dis, c'est parce qu'on en a suffisamment discuté pour en être arrivé collectivement à cette conclusion. Cela c'est un élément.
Le second et j'en aurai très vite fini maintenant, est peut-être plus délicat encore. J'ai dit tout à l'heure, j'y ai beaucoup insisté : nous avons gagné, entre autres choses, parce que nous avons été depuis de longues années le Parti du rassemblement, disons le Parti de l'union, et que nous sommes perçus comme cela, et que le premier tour a été le choix de l'union contre les diviseurs, entre autres.
Est-ce que, parce que nous avons gagné, nous sommes devenus plus forts et, comme on dit, au fond parti dominant numériquement ; c'est vrai et je crois que nous allons vraiment l'être. Est-ce que nous devons devenir parti impérialiste ? Est-ce que nous devons considérer que nous avons achevé notre tâche de rassemblement ? Est-ce qu'il n'existe pas un certain nombre de forces d'organisation, de groupement d'hommes qu'il est utile d'entraîner avec nous, et puis après tout que nous avons été heureux de trouver dans le moment de la bataille pour l'élection présidentielle, lorsqu'ils ont pris position avec nous contre Giscard, avec nous pour François Mitterrand, quelquefois en deux temps, mais enfin je me souviens, il n'y a de cela pas si longtemps, à peine un mois, combien nous étions satisfaits d'un certain nombre de ralliements à nos positions.
Il nous semble donc qu'il serait bon que dans un certain nombre de

circonscriptions le Parti Socialiste soutienne des hommes ou des femmes qui, sans être Socialistes, ont pris une part de notre combat et dont nous souhaitons qu'ils continuent à la prendre.
Alors évidemment dans chaque cas nous comprenons très bien, chacun de nous comprend très bien que c'est difficile pour la fédération, la circonscription déterminée, de le décider, mais là encore c'est la Convention nationale qui doit prendre ses responsabilités en tant qu'instance la plus élevée du Parti, entre deux Congrès.
Est-ce que nous verrouillons ? Est-ce que nous considérons que nous pouvons tout, tout seuls dans l'avenir et tout ce qui n'est pas nous doit être laissé de côté ?
Moi je ne pense pas que ce serait bien. Il ne s'agit pas d'ailleurs d'un grand nombre de cas. Nous avons déjà le cas du MRG, nous avons le cas de quelques rares éléments gaullistes de gauche, qui peuvent être éventuellement candidats après nous avoir donné les preuves concrètes de leur engagement avec nous dans la bataille présidentielle. Nous avons le cas d'un certain nombre de personnalités, par exemple celles qui avec le mouvement Choisir, se sont également engagées. Nous avons le cas, et tout à l'heure Lionel Jospin a fait déjà cette énumération, je la rappelle brièvement :
- le cas du PSU ; est-ce que nous devons considérer que nous ne devons pas aider à sa présence concrète dans la même bataille que nous, que celle que nous sommes en train de gagner.
Ces questions sont des questions d'ordre politique. Après, on voit concrètement comment les appliquer et ce n'est pas facile, en effet, mais ce sont là des questions politiques qui sont posées ; elles doivent être résolues en même temps que nous engageons, comme il a été dit, un certain nombre de négociations justement pour concrétiser ce rassemblement populaire qui est notre préoccupation centrale.
C'est dire que notre effort d'union, notre effort d'élargissement doit se continuer.
Je crois que c'est avec ces données que nous allons travailler aujourd'hui.
Comment - et ce sera mon dernier point, ma dernière réflexion ?
Nous allons, dans un instant, procéder à la désignation d'une Commission des résolutions, dans laquelle une partie, une sous-Commission, se consacrera à l'examen des candidatures et des problèmes qui demeurent : problème par rapport aux candidatures féminines, problème par rapport aux candidatures, je dirai d'alliés de notre combat, problème aussi, parce qu'il y en a, il ne peut pas ne pas y en avoir par rapport à un certain nombre de désignations sur lesquelles il y a des contestations et que nous devrons aborder et également avec, je crois, un jugement politique.
La sous-Commission en question travaillera dès la fin de la matinée... nous en sommes tout proche. Elle pourra décider entre tel ou tel délégué, ou telle ou telle délégation, de telle ou telle fédération ou circonscription, pour examiner les problèmes précis, concrets qui se posent dans un certain nombre de cas. Nous devrons faire vite car la soirée sera vite atteinte. Il est hautement souhaitable que

Fondation Jean Jaurès

la Convention boucle la liste complète ce soir, même s'il est vrai - le ministre de l'Intérieur me le confirmait à l'instant... il était dans cette salle, je pense qu'il y sera encore... même s'il est vrai que le décret de clôture des enregistrements de candidatures porte la date du 31 mai car je crois que, politiquement il serait désastreux - je ne parle pas de notre repos personnel ici - mais désastreux que nous laissions toute la semaine traîner un certain nombre d'arbitrages. L'instance politique la plus habilitée à trancher, elle est là, ce sont les responsables les plus responsables dans le Parti qui sont réunis dans cette salle ; c'est là que les décisions doivent se prendre, sauf cas très, très exceptionnels. (Applaudissements)
Voilà, chers camarades.
Que dire en conclusion, sinon que nos difficultés d'aujourd'hui, que je mesure bien évidemment, sont peu de chose auprès de celles que nous avons pu connaître dans d'autres temps. Après tout ce que nous avons fait, tout ce que nous avons gagné, tout ce que nous sentons que nous allons gagner et qu'avec nous tant de gens sentent, les fêtes du 10 mai et celles du 21 signifiaient cela, la prise de conscience soudaine, brutale presque, par tout un peuple de sa propre libération, après tout cela, franchement, nos difficultés d'aujourd'hui, nous les résoudrons aisément et fraternellement.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, avant d'ouvrir le débat nous allons maintenant désigner la Commission des résolutions.
Comme l'a rappelé à l'instant Jean Poperen, elle comprend 27 membres qui se répartissent en 13 pour le Courant A, 4 pour le Courant B, 6 pour le Courant C et 4 pour le Courant E.
Il serait bon que la liste des camarades désignés par les divers courants parvienne le plus tôt possible à la tribune, pour que nous puissions déclarer constituée la Commission des résolutions et qu'elle puisse commencer à travailler dès la fin de la matinée.
Je répète que cette Commission des résolutions se subdivisera elle-même en deux parties : 17 camarades d'un côté pour les problèmes politiques généraux et 10 de l'autre côté pour les problèmes plus spécifiques des candidatures.
Je vais prendre les inscriptions pour le débat, et nous verrons, en fonction du nombre d'orateurs qui veulent intervenir, comment répartir le temps de parole de manière à ce que nous puissions avancer le plus rapidement possible.
Lionel Jospin me rappelle, et je crois qu'il est important de le dire à nouveau, que les interventions maintenant dans le débat ne doivent porter que sur les problèmes politiques généraux, les cas particuliers devant être ensuite examinés par la Commission des résolutions. Nous devons être bien d'accord là-dessus.
Le débat est ouvert.
Je donne la parole à Michel de la Fournière.

Fondation Jean Jaurès

Michel de la Fournière

Chers camarades, le décalage entre la situation que nous vivons ensemble depuis plusieurs jours, et notamment sa charge d'espoir manifestée le 10 mai et le 21 mai avec un éclat populaire jamais atteint depuis un quart de siècle, et les tâches les plus importantes de la Convention, ce décalage apparaît à tous. C'est la réalité.

Il se trouve que la carte électorale de la France, longtemps séparée entre des circonscriptions où l'on se battait beaucoup pour l'investiture et d'autres où l'on se battait moins, est modifiée. La première catégorie s'est beaucoup agrandie depuis le 10 mai. Bien entendu, on doit s'en réjouir, mais la tâche de la Convention en est rendue de ce fait beaucoup plus difficile.

Tout à l'heure Jean Poperen parlait de cette quinzaine assez particulière par ses difficultés qu'il a vécue ; qu'il me permette de dire que nous l'avons vécue ensemble, une fois n'est pas coutume, et que la charge de certains problèmes fut très largement partagée.

Alors que dire sur ce point particulier du débat - d'autres camarades interviendront sur les autres points - qui soit en effet général et n'aborde pas tel ou tel point ?

Je me bornerai à deux ou trois remarques.

La première, c'est que la Commission du Bureau exécutif et le Bureau exécutif lui-même se sont sur la question des réservations aux candidatures féminines mis d'accord à l'unanimité sur un assez grand nombre de cas, à mon comptage une douzaine de cas. Il est vrai que deux modifications sont intervenues entre temps, dans des conditions qu'il nous appartiendra d'éclaircir, et je l'espère, à l'amiable, mais dans ces douze cas là, des femmes étaient placées en bonne position d'être élues, et je n'englobe pas dans ces cas là les deux candidats sortants pour lesquels évidemment personne n'avait posé la moindre difficulté.

En ce qui concerne un autre groupe bien distinct, puisque sur cet autre groupe aucun accord unanime n'avait été réalisé, j'ai toujours déclaré devant la Commission et je déclare ici devant la Convention que l'on pouvait arriver à un accord, et si on n'y est pas arrivé, c'est pour des raisons qui sont très diverses, et dans lesquelles la géométrie des courants n'intervient pas nécessairement, et d'ailleurs la plupart du temps n'intervient pas du tout.

Ceci est également vrai pour les réservations de circonscriptions qui ne concernaient pas les femmes, mais qui concernaient soit des candidatures supplémentaires de Radicaux de Gauche, soit des candidatures de ceux pour lesquels nous ne trouvons pas de formule commode, et si je dis "nébuleuses", cette formule n'est pas blessante, mais par rapport auxquelles intervenaient non pas seulement des problèmes de difficultés par rapport aux camarades des diverses fédérations, mais aussi des problèmes réellement politiques.

J'ai bien noté tout à l'heure ce qu'ont dit Lionel Jospin et Jean Poperen. Il est vrai que la candidature de François Mitterrand s'est transformée en victoire en particulier grâce à un rassemblement venant d'horizons non Socialistes. Mais certains de ces rassemblements ont eu lieu dans les dernières semaines sinon parfois dans les derniers jours de l'épreuve, et en ce qui concerne certains noms

annoncés, deux seulement à vrai dire, les difficultés politiques sont telles que là le problème n'est pas uniquement, problème que nous supportons collectivement, de le faire accepter par nos camarades, mais c'est un problème réel concernant les personnes.
Je voudrais dire enfin que dans cette Commission j'ai fait moi-même des propositions de réservation pour des circonscriptions qui, je crois, étaient tout à fait gagnables, et dans lesquelles si on avait mis une femme, je crois qu'elle aurait été désignée sans aucune difficulté et que la circonscription aurait été gagnée.
La Commission a refusé les propositions que j'ai faites.
Enfin, dans la troisième réunion de la Commission qui s'est tenue jeudi dernier, entre les cérémonies de l'Elysée et les manifestations du Panthéon, un accord partiel pouvait être réalisé, qui a été proposé par Jean Poperen et que j'ai accepté, et c'est la responsabilité d'autres qui a fait qu'il n'a pas été obtenu.
Il eut dans la région parisienne résolu bien des difficultés et évité bien des avanies tout à fait inutiles !
Alors je crois que le problème devant lequel nous nous trouvons placés est véritablement un problème global, et qu'il faut l'envisager dans l'intérêt global du Parti.
Il est tout à fait clair que dans certains cas la réservation de circonscriptions n'a pas pour but de faire élire des femmes, mais a pour but d'éliminer certains camarades. Il est non moins clair que le développement de certaines opérations finirait... mais j'espère bien que nous n'arriverons pas à ces extrémités, par altérer l'unité du Parti qui a été solidement reconstituée pendant la campagne électorale et symbolisée par le travail acharné de tout le monde pour le candidat, et quelques interventions décisives.
Cette unité doit au contraire s'affermir, car elle est indispensable non seulement, et c'est l'évidence même, pour gagner les élections législatives, mais aussi pour quelque chose qui est beaucoup plus important et que Lionel Jospin n'a pas évoqué dans son rapport politique, mais auquel bien évidemment il pense plus que personne, c'est-à-dire l'épreuve de l'exercice du pouvoir.
Il est indispensable que pour les prochaines années le Parti se transforme, il se transforme dans son fonctionnement, et chacun doit y contribuer. Nous devons collectivement nous hausser au niveau de cet événement.
Non seulement un mauvais résultat aux élections serait une catastrophe, mais l'épreuve du gouvernement sera terrible, comme elle le fut en 1936, pour des camarades qui étaient infiniment valeureux, et non seulement pour Léon Blum mais pour tous les autres.
Par rapport à une épreuve de ce genre, voulons-nous que de pareilles mésaventures nous arrivent ? Personne ne le veut. Eh bien de nos décisions de la Convention dépend pour une part ce qui va se passer dans l'avenir.
Alors voilà, camarades, camarades ministres, camarades parlementaires, camarades simplement militants, le véritable enjeu.
Nous sommes à pied d'œuvre pour les grandes choses et les petites choses. Si nous voulons que les grandes choses soient vraiment très grandes, il ne faut pas

Fondation Jean Jaurès

que les petites deviennent trop petites !
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Paul Quilès.

Paul Quilès

Chers camarades, c'est aujourd'hui la première Convention nationale du Parti depuis la victoire du 10 mai, et je ne peux pas oublier, au nom des responsabilités que j'ai exercées pendant cette campagne, pendant plusieurs mois, le rôle éminent qu'ont joué les premiers Secrétaires fédéraux, les élus, et à travers eux tous les militants qui ont été le fer de lance de l'admirable campagne de François Mitterrand. Je ne peux en commençant mon intervention que les remercier, au nom de la direction du Parti.
(Applaudissements)
Je voudrais m'éloigner quelques instants, et je vous prie de m'en excuser, de l'objet même de cette Convention.
Nous avons vécu depuis quelques jours des moments d'exaltation extraordinaires, des moments que nous n'oublierons certainement pas, des moments que l'on ne vit qu'une fois ou deux au cours de sa vie.
Mais je voudrais que nous nous éloignions quelques instants, que nous oublions un peu ces moments d'exaltation pour regarder d'un peu plus près la réalité, la réalité présente et la réalité future.
La première réalité, c'est la situation nouvelle dans laquelle nous nous trouvons. Ce sont des Socialistes, mais oui, des Socialistes qui composent aujourd'hui en grande majorité le gouvernement de la République, et nous devons réfléchir très vite ensemble, cela a été dit tout à l'heure, aux liens à établir entre le pouvoir et le Parti.
Certains militants, je l'ai constaté depuis quelques jours, n'ont pas encore réalisé, et c'est vrai que cela demande une formidable modification de nos structures mentales, que c'était nous qui étions au pouvoir, que le gouvernement était depuis deux jours notre gouvernement. C'est un phénomène nouveau dont peu parmi nous, à part quelques anciens, a une véritable expérience, et ce sera certainement très éprouvant pour l'ensemble du Parti parce qu'il faudra expliquer en permanence le pourquoi, le comment de telle décision gouvernementale, le pourquoi et le comment de telle non décision gouvernementale, et cela, chers camarades, je vous invite dès maintenant à vous y préparer parce que ce sera, comme je le disais, une tâche très éprouvante.
Nous savons d'ores et déjà ce que nous ne devons pas faire, nous ne voulons pas un parti inféodé au pouvoir, nous ne voulons pas non plus un pouvoir inféodé à un parti, et je suis sûr que nous trouverons ensemble les voies et les moyens pour instaurer des relations équilibrées entre le pouvoir et ce parti qui a permis à François Mitterrand d'accéder à l'Elysée.
L'autre réalité à laquelle nous devons faire face ce sont, bien sûr, les élections législatives des 14 et 21 juin.

Fondation Jean-Jaurès

Gagner les élections présidentielles et remporter une majorité de gauche à l'Assemblée Nationale, c'était nos deux objectifs. Nous avons atteint le premier, à nous maintenant de nous atteler au second, et d'y consacrer toute notre énergie, et pour cela le Parti doit jouer pleinement son rôle dans cette campagne, dans cette bataille en première ligne comme il l'a fait au cours de l'élection présidentielle.
Nous sommes aujourd'hui, au cours de cette Convention, dans la phase la plus difficile, puisqu'il s'agit d'hommes et de femmes, il s'agit de désigner nos candidats.
Je sais... on dit souvent en plaisantant que dans la foulée d'une victoire comme celle que nous avons remportée une chèvre avec l'étiquette Socialiste serait élue... Eh bien moi, chers camarades, je ne le pense pas, je crois que notre victoire et je vais bien au-delà du triomphalisme de certains, se jouera dans une trentaine ou une quarantaine de circonscriptions où les qualités des hommes et des femmes que nous présenterons compteront autant certes que l'étiquette Socialiste mais compteront énormément.
Je crois que nous avons raison d'être attentifs, d'être très prudents dans les choix que nous faisons aujourd'hui et qui ont été faits par la base, par les militants.
Une fois les candidats désignés, le Parti devra prendre ses responsabilités et ne pas compter sur le Président de la République, sur le Premier Ministre, sur le gouvernement, encore que ce soit très important et un atout considérable, pour jouer le rôle qui est le nôtre.
En ce qui concerne la Direction nationale du Parti, vous pouvez être assurés, et je crois que vous le savez, que vous aurez tout notre soutien et toute l'aide nécessaire au cours de cette campagne, même si, Lionel Jospin le faisait remarquer tout à l'heure, nos effectifs ont brutalement baissé depuis avant-hier soir, mais nous sommes quelques uns à être restés et nous exercerons nos responsabilités.
Je crois qu'il est important dans la phase que nous allons vivre, qui est une phase très nouvelle pour nous, que le Parti ne soit pas en quelque sorte marginalisé. Il me semble que c'est l'erreur qui a été commise, mais ils avaient des excuses et je ne les accable pas, par Léon Blum et Guy Mollet en leur temps.
Le Parti est là, c'est grâce à la force tranquille de ses militants, de la direction de son parti, que François Mitterrand au-delà de ses mérites personnels qui sont très grands, que nous avons pu gagner la bataille de l'élection présidentielle. A droite, Giscard d'Estaing a cru, étant Président de la République, qu'il pourrait se dispenser d'avoir un grand parti et rappelez-vous lors de sa première interview, lors de sa déclaration de candidature, sa charge violente contre les partis politiques... Eh bien, moi je crois que c'est ce manque d'un grand Parti présidentiel à ses côtés qui l'a coupé un peu plus du peuple et qui explique pour partie certes sa défaite et qui explique aussi le lâchage dont il est l'objet depuis quelque temps.
Alors, chers camarades, il faut être lucide et ne pas se tromper sur la nature de notre Parti.
Notre Parti, il est à la fois immuable et changeant. Il est immuable, parce que

même si nous sommes aujourd'hui au gouvernement, si nous avons un Président de la République Socialiste, il va continuer, il y aura des Conventions nationales, des Congrès, les militants seront de plus en plus nombreux je le souhaite, il y aura des débats, des actions militantes, c'est cela l'aspect immuable du Parti.
Mais il va être très changeant. Il a déjà changé depuis quinze jours, puisque François Mitterrand qui a si fortement marqué notre Parti et c'est presque un euphémisme de dire cela est aujourd'hui à l'Elysée et je crois pouvoir dire que c'est la première Convention nationale depuis dix ans qui se tient sans la présence de François Mitterrand. Avouez que c'est quand même un changement considérable pour nous !
Autre changement depuis quinze jours : les Socialistes sont depuis vendredi soir au gouvernement.
Autre changement aussi que Jean Poperen faisait remarquer tout à l'heure, ce seuil magique de 25% de potentiel électoral nous l'avons atteint, dépassé, il n'est pas impossible que nous allions bien au-delà dans quelques semaines.
Mais le Parti Socialiste qui a déjà changé, va changer encore dans les semaines et dans les mois qui viennent, car il va falloir, je le disais tout à l'heure, assurer les relations entre le Parti et le pouvoir, il va falloir accueillir, former, intégrer des dizaines de milliers de nouveaux adhérents. Rappelez-vous les formidables manifestations de la Bastille le 10 mai au soir, les manifestations des Champs Elysées et du Panthéon le 21 mai, toute cette foule de jeunes enthousiastes, pas seulement pour François Mitterrand, mais pour ce qu'il incarne et pour le Parti Socialiste. Je suis sûr, et je prends le pari devant vous, que des dizaines de milliers d'adhérents et de jeunes vont nous rejoindre. Il faut que nous soyons capables de les accueillir, de les former et de les intégrer à notre Parti.
Alors, j'en suis sûr, nous aurons ce grand Parti que nous appelons de nos vœux depuis des années dans tous nos Congrès, dans toutes nos motions de Congrès, nous disposerons alors véritablement des moyens de nos ambitions.
Cet espoir formidable qui s'est levé dans le pays, qui s'est levé, non seulement en France, mais dans le monde entier, dans tous les peuples épris de justice et de liberté, je crois qu'il serait très grave, extrêmement grave de le décevoir.
La première responsabilité, bien sûr, incombe au gouvernement où sont présents nos camarades, mais c'est aussi au Parti, au Parti Socialiste, de jouer son rôle qui est défini dans des textes que nous avons votés, que certains ont peut-être oubliés et que j'ai ressortis pour la circonstance, parce que ce sont des textes qui nous ont rassemblés.
Les thèses sur l'autogestion en 1975 que disaient-elles ? Je vous en relis un passage :
"Le Parti, c'est le lieu fondamental dans la phase de transition au Socialisme de l'articulation entre l'action gouvernementale et le mouvement populaire".
Et un peu plus loin, toujours dans la phase de transition :
"les organisations politiques resteront le lieu privilégié de l'élaboration de stratégies et de choix politiques soumis au débat démocratique".
Avouez que lorsque nous écrivions cela peu d'entre nous croyaient que cela se

Fondation Jean Jaurès

réaliserait si vite.
C'est une fonction un peu nouvelle pour le Parti qui s'annonce, mais nous en avons vu d'autres et je suis sûr que nous saurons nous adapter comme nous l'avons fait dans d'autres circonstances.
La permanence du Parti, sa force, son excellente image dans l'opinion publique, son projet, voilà autant d'atouts qui ont permis la victoire de François Mitterrand ; j'espère que nous saurons aujourd'hui, malgré toutes les difficultés que nous pourrons rencontrer dans l'établissement des candidatures, nous élever au-dessus de ces difficultés.
Chers camarades, nous sommes en train d'écrire une page formidable de l'histoire de notre pays et de l'histoire du Socialisme. Je suis sûr que nous saurons mesurer nos responsabilités et nous montrer à la hauteur de l'événement. Alors, nous remporterons ensemble de nouvelles victoires comme celle du 26 avril et du 10 mai, et nous pourrons faire en sorte que le Socialisme ne soit plus simplement un mot ou un article de motion, que le Socialisme devienne véritablement dans notre pays une réalité.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jean-Pierre Michel.

Jean-Pierre Michel

Chers camarades, je suis mandaté par ma fédération, qui s'est réunie hier soir, pour intervenir dans ce débat sur deux points : d'une part le rôle du Parti, d'autre part les conditions politiques de la préparation des élections législatives.
En ce qui concerne le premier point, je serai très bref car je dois dire que ce que nous a dit dans son rapport introductif Lionel Jospin m'a rassuré sur la façon dont il envisageait, dont nous envisagions le rôle de notre Parti dans la période qui s'ouvre.
Certes cette situation est nouvelle, certes nous ne connaissons pas encore très exactement les solutions et les mécanismes qu'il faudra mettre en oeuvre, et nous croyons - je pense que le thème central de notre prochain Congrès devra porter essentiellement sur ce point - devoir nous poser la question : quel parti, lorsque ses membres sont au gouvernement et exercent le pouvoir ?
Le deuxième point, ce sont les conditions politiques de la préparation des élections législatives. Là aussi je voudrais reprendre ce qu'a dit Lionel. Nous savons tous qu'il faut gagner les législatives pour permettre à François Mitterrand, Président de la République, et au gouvernement qu'il désignera après ces élections législatives, de mettre en oeuvre la politique sur laquelle il a été élu triomphalement, et dont il a dégagé les grandes lignes tout au long de sa campagne électorale.
Pour faire cela, eh bien il faut qu'au cours de ces élections législatives et qu'au scrutin des 14 et 21, une dynamique se crée autour du Parti Socialiste, et il faut, je crois, que nous gagnions ces élections législatives à Gauche.
Sur ce point je dois dire que la présentation du nouveau gouvernement a donné

Fondation Jean Jaurès

un certain nombre d'inquiétudes aux militants, et ceci sur deux points : d'une part la présence de ministres d'Etat, je crois, remet en mémoire de mauvais souvenirs de la 4ème République où un président du Conseil incapable de gouverner parce qu'il n'avait pas de majorité réelle était entouré de ministres d'Etat qui représentaient chacun les partis politiques qui pour un temps consentaient à l'appuyer dans la politique qu'il allait mener.
Le deuxième point, c'est, dans la présentation de ce gouvernement qui est plus gravement ressentie, l'ouverture qui a été faite au Centre Gauche, et qui ne correspond pas à ce qu'a été la campagne présidentielle de François Mitterrand, et qui ne correspond pas, je crois, à son élection à la présidence de la République.
Qu'il eut été souhaitable d'ouvrir le gouvernement au-delà de notre Parti à des formations ou à des personnalités qui avaient soutenu François Mitterrand dès avant le premier tour, et qui donc étaient d'accord sur la ligne politique qu'il défendait et qui l'a fait élire, oui. Mais que ce gouvernement soit ouvert à des personnalités qui n'ont soutenu François Mitterrand qu'à partir du second tour et que sans négociation politique avec ces formations, on les intègre dans un gouvernement alors qu'eux-mêmes, dans la campagne électorale, comme candidats avaient développé une autre ligne politique, je dis que cela introduit le trouble chez un certain nombre de militants, et cela l'introduit d'autant plus quand cette ouverture se fait uniquement vers le Centre Gauche, et ses candidats à l'élection présidentielle, et non pas au profit de la Gauche ou même de ce qu'on peut appeler l'extrême gauche.
Quand on voit Michel Crépeau dans ce gouvernement, on aurait pu s'attendre à y voir figurer Huguette Bouchardeau ou, pourquoi pas, Arlette Laguiller qui dès le premier tour se sont prononcées pour François Mitterrand pour le deuxième tour.
Je sais très bien, nous savons tous, qu'il ne s'agit là que d'une impression qui sera démentie par les faits, et qui sera démentie par les mesures qui seront annoncées et prises par ce gouvernement dès mercredi prochain. Mais pour gagner ces élections législatives à Gauche, nous croyons qu'il faut réunir trois conditions.
La première, et Lionel l'a indiquée dans son rapport, c'est de parvenir à un accord politique avec le Parti Communiste, et dans les négociations, et dans les discussions qui seront engagées par notre Secrétariat national, et de mettre l'accent et une grande énergie dans ces négociations pour qu'elles aboutissent, et de privilégier ces négociations et cet accord à ceux qui pourraient être faits avec des formations du Centre Gauche.
La deuxième condition, c'est qu'il y ait pour ces élections législatives des candidats du Parti Socialiste et qu'on repousse - je crois que c'est la ferme intention du Parti, et si je le dis, c'est qu'un certain nombre d'autres formations y seraient favorables - des candidats qui se présenteraient sous une étiquette "Nouvelle majorité" et qui viendraient on ne sait d'où, ou des couples de candidats titulaires ou suppléants, dans quel ordre, peu importe, qui seraient pris dans des formations différentes et qui se présenteraient sous l'étiquette de la

Fondation Jean Jaurès

"nouvelle majorité".
Je dis, ici, que si nous voulons permettre à la politique, définie par François Mitterrand, excellemment tout au long de la campagne électorale, excellemment car c'est celle-là qui lui a permis d'être élu, d'être appliquée, il faut que nous Parti Socialiste, nous en prenions les moyens politiques au cours des élections législatives.
Enfin, le dernier point concerne les candidatures de camarades femmes susceptibles d'être élues. A cet égard, notre fédération fait une proposition que je soumets à la Commission des résolutions, c'est que notre Convention nationale demande à tous les camarades, hommes, qui sont aujourd'hui ministres, de prendre comme suppléant une femme.
(Applaudissements)

Le président - Merci, je rappelle que nous attendons la liste des membres de la Commission des résolutions.
En attendant, je donne la parole à Gérard Delfau.

Gérard Delfau

Chers camarades, c'est un jour de gravité et je crois qu'il n'est pas superflu, pour préparer l'échéance qui nous attend, celle des législatives d'avoir la sagesse de prendre un peu de hauteur et de faire un retour rapide sur notre histoire.
Je crois que nous nous préparerions mal au difficile combat des 14 et 21 juin si nous n'avions pas conscience de la situation tout à fait exceptionnelle dans laquelle nous sommes.
Je crois, surtout, chers camarades, que la pire des situations serait celle d'une excessive immodestie après que certains aient vécu, au gré de fluctuations ces dix dernières années, des moments de désespoir, de désenchantement et l'histoire l'a prouvé. Le pire, camarades, la pire difficulté qui nous attend, c'est peut-être de préjuger de nous-mêmes et de ne pas nous mettre en situation de notre histoire.
De ce point de vue, je dirai que je m'étonne que certains d'entre nous puissent encore donner des leçons de gauche à François Mitterrand et à Pierre Mauroy, si j'ai bien compris ce qui a été dit, alors je leur demande : où étaient-ils dans les temps difficiles ?
Qui leur donne le droit maintenant d'expliquer à ceux qui ont bâti patiemment, et parfois sous les sarcasmes, la victoire de François Mitterrand et qui ont eu l'honneur de travailler avec Pierre Mauroy ?
Je n'en dis pas plus, mais si nécessaire, je suis prêt, en ce qui me concerne, à m'expliquer davantage.
(Applaudissements.)
Je voudrais reprendre maintenant un propos plus immédiat.
Nous avons deux difficultés :
La première, c'est de faire vivre ensemble ce couple antinomique dans l'histoire de nos civilisations puisque nous sommes à la fois Parti de masse et Parti de

Fondation Jean-Jaurès

gouvernement.
Nous avons, d'autre part, et d'une façon plus pressante, à traduire, dans les faits aujourd'hui, notre volonté de donner, par les candidatures, l'image d'une société, c'est-à-dire pas seulement Socialiste, pas seulement de candidats hommes Socialistes, si nous voulons, comme nous le disons sans cesse, donner de nous l'image de ce que nous voulons être : un parti de rassemblement.
De ce point de vue, je dirai que la présence de nos camarades femmes dans cette lutte est essentielle et, là aussi, qu'on ne parle pas, en la dévaluant, de démocratie, quand il s'agit finalement de quelques camarades qui, pour des intérêts particuliers, refusent ce qu'ensemble, démocratiquement, au cours de plusieurs Congrès, nous nous sommes donnés comme règle ; là aussi il faut être net camarades.
Je rappellerai, d'autre part, que le Parti que nous avons construit ensemble, et notamment celui de 1971, n'est pas une juxtaposition de féodalité et que jamais nous l'avons dit, nous l'avons écrit. Vous m'avez chargé, dans plusieurs Congrès, d'enseigner dans nos stages de formation que jamais la démocratie à la base ne peut entraver, ne peut empêcher l'expression de la volonté collective que le Parti se donne.
Nous n'allons pas aujourd'hui, camarades, régresser sur le chemin de ce parti que nous avons construit au moment où des responsabilités nouvelles s'imposent.
Je voudrais enfin vous dire que - moi qui ai la passion de l'histoire - j'ai beau chercher, il n'y a pas de référence à la période dans laquelle nous entrons en France. Je dirai même qu'il n'y a pas de référence à l'étranger car l'expérience allemande, l'expérience autrichienne, l'expérience sociale-démocrate se sont faites dans des conditions tout à fait différentes. Il y a là une osmose entre le Parti et le Syndicat, ainsi que l'expression de la classe ouvrière, que nous ne connaissons pas.
Nous allons donc avoir à inventer, et vous le savez, il est plus facile de se laisser aller que d'inventer quelque chose de neuf, je le vois dans l'histoire de notre civilisation industrielle et dans l'histoire du Socialisme.
Je dirai, d'un mot, que plus que jamais il faut faire vivre le Parti, camarades, plus que jamais l'accueil et la formation des nouveaux adhérents, mais aussi des responsables fédéraux, devient une nécessité, et j'ai l'intention, d'ailleurs dans le cadre de nos instances normales, de faire des propositions à ce sujet.
Plus que jamais, camarades, il faut se souvenir que si nous avons des ministres Socialistes au gouvernement, la lutte des classes continue et continuera dans les entreprises.
Quelle erreur profonde, quel suicide collectif serait d'oublier tout d'un coup le rôle du Parti dans les entreprises ?
J'ai bien peur que, là aussi, il n'y ait une pente fatale si nous ne procédons pas ensemble à l'examen de cette nécessité.
Nous avons su, je crois, construire une liaison correcte entre le Parti et ce que je n'appelle pas ses élus, mais ce que j'appelle ses militants élus, mais aujourd'hui cela se complique, les militants élus doivent rester en osmose avec les militants

Fondation Jean Jaurès

non élus et, en même temps, ils doivent apprendre à travailler en liaison avec le gouvernement de la République.
Là aussi, aucune expérience. Je demande qu'en cette journée, où nous pensons sur un avenir à moyen terme, nous ayons au moins conscience qu'il y aura un travail fantastique à faire pour que nous n'ayons pas, dans ce domaine aussi, les pires difficultés.
Voilà ce que je voulais dire avec quelque gravité parce que je crois que le jour n'est pas au triomphalisme, camarades, mais ne vous y trompez pas, je le dis aussi avec beaucoup d'espoir. Si nous nous sommes tous engagés il y a cinq ans, 15 ans, 30 ans, 40 ans avec l'idée que nous allions construire une page d'histoire, alors, aujourd'hui, nous savons, effectivement, que nous construisons, que nous écrivons l'histoire et que nous ne l'écrivons pas simplement pour le peuple de France.
Vous savez, camarades, ce qui se passe va avoir autant de retentissement, de prolongement que les grandes révolutions du 19ème siècle, les ondes de choc vont se prolonger dans le monde entier.
Camarades, je vous en supplie, soyons dignes de cette responsabilité nouvelle.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, je vais vous donner la composition de la Commission des résolutions.
(Le président communique la composition de la Commission des résolutions.)
Je donne maintenant la parole à Marc Baldy.

Marc Baldy

Chers camarades, notre Premier secrétaire Lionel Jospin a fort justement souligné, tout à l'heure, l'apparition d'un courant en profondeur, d'un courant porteur, dans les couches populaires, en faveur de François Mitterrand lors des présidentielles.
J'ai moi-même été frappé par la venue de nombreux jeunes pendant la campagne électorale, de sympathisants que nous n'avons pas vu beaucoup bouler jusque là, que nous n'avions jamais pu mobiliser ; ce courant s'est manifesté dans les multiples fêtes qui éclatent un peu partout dans le moindre village, par la joie, mais il s'est surtout manifesté dans le travail militant et surtout dans les urnes.
Je rappelle cela pour souligner qu'on se tromperait si on croyait que ces jeunes et ces nouveaux électeurs, acquis à la Gauche, sont venus à nous pour se fixer demain sur les candidats alliés parfois à la veille du second tour, parfois même au soir du 10 mai.
Ce courant va vers le Parti Socialiste, il ne va pas, camarades, ni vers le MRG, en tout cas dans mon département, ni vers le Parti Communiste et ce serait une erreur de le croire.
Je ne souhaite pas aborder les cas particuliers, mais je crois qu'une question doit être posée ici et qu'un certain nombre de responsables fédéraux du Midi souhaitent qu'elle soit abordée sans passion et avec clarté, c'est le problème de

Fondation Jean Jaurès

nos rapports avec le mouvement des Radicaux de Gauche.
Tout le monde est d'accord, bien sûr, pour que les radicaux de gauche figurent dans la majorité présidentielle à condition que ce soit chez le voisin ; les militants, d'ailleurs, sont d'accord pour que cette majorité présidentielle soit la plus large possible, pour qu'elle naisse et qu'elle s'élargisse, mais je pense qu'un élément devrait entrer en ligne de compte dans la mise en oeuvre de ces rapports.
Quelle a été l'attitude de chacun des candidats, de chacun des Radicaux de Gauche sortants ? Qu'ont-ils fait ? Quelle part ont-ils prise dans la campagne ? Qu'est-ce qu'ils ont fait au 1er et au second tours ?
Je crois que ce sont des questions qu'on doit au moins se poser.
Attention, mes camarades, au désespoir, à l'incompréhension auxquels nous nous heurterons si nous violons la simple morale politique.
Dans certains départements, dans certaines circonscriptions, tout, absolument tout, appartient aux élus radicaux : la présidence du Conseil Général, les mairies de sous-préfectures, les mairies, le député, le suppléant, le ministre, alors que certaines circonscriptions ont réalisé des scores très au-dessus (?) de la moyenne nationale.
Eh bien, mes camarades, si nous laissons tout sans contrepartie, quelle sera l'attitude des militants fédéraux, des militants locaux, devant les militants ?
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Charpentier.

Gilles Charpentier

Camarades, je représente ici une petite fédération, la fédération de l'Aube, dans un département qui est tenu par la Droite depuis trente-quatre ans ! Et quelle droite : Galley, Granet !
Ce département vient cependant de basculer lors des élections présidentielles et, à ce niveau-là, il est certain que l'appui de personnalités extérieures au Parti Socialiste a joué un rôle important.
Aujourd'hui, il nous faut aller plus loin, il nous faut promouvoir le rassemblement. Il faut donc élargir l'audience de nos militants, il faut aussi que d'autres personnes nous apportent leur soutien, sans aller jusqu'à l'engagement militant qui les fait encore hésiter, personnes qui peuvent nous aider dans le court terme et peut-être au-delà.
Evidemment, je pose ainsi le problème du rôle des Comités de Soutien qui ont été constitués pour les élections présidentielles et de ce qu'on peut encore leur demander, de ce qu'ils doivent devenir pour les prochaines élections législatives.
Et puis peut-être, au-delà, est-ce qu'il ne faudrait pas envisager un soutien devant l'opinion de l'action du président, de l'action de cette majorité que nous espérons voir bientôt sortir des urnes ?
Il est évident qu'en aucun cas ces Comités ne devront se substituer au rôle du Parti. Le rôle du Parti ne doit être diminué en rien. Il ne s'agit évidemment pas

Fondation Jean Jaurès

de créer une espèce de nébuleuse vite encombrante et parfois dangereuse.
Il nous faudrait donc déterminer le rôle de ces relais, rôle limité, certes, mais qu'il ne nous faut pas négliger d'ici les 14 et 21 juin, et qui pourraient peut-être encore avoir un rôle après. Sous quelle forme ? Je vous le demande, camarades.
(Applaudissements)

Le président - Gilly ?

Gilly

Comme beaucoup d'entre vous, j'ai été sensible tout à l'heure à la présence parmi nous d'un grand nombre de ministres. Ils restent d'ailleurs, à ma connaissance, membres du Parti, donc je souhaite qu'on ait l'occasion de les revoir le plus souvent possible parmi nous, ce qui leur permettra aussi, d'ailleurs, de rester au contact avec les réalités du Parti, les réalités militantes ou les réalités idéologiques.
Je voudrais en profiter pour saluer, dans la composition de ce gouvernement, le Parti rassemblé. Le Parti était déjà rassemblé dans la bataille électorale, maintenant il est rassemblé au pouvoir, et je crois que c'est aussi quelque chose de très positif, qui est apprécié comme tel aussi bien par les militants que par la population de notre pays.
Mais je voudrais aussi m'exprimer en tant que représentant de la fédération du Bas-Rhin.
Si je m'exprime, ce n'est pas par provocation. Tout le monde sait que le Bas-Rhin est la "lanterne rouge" des départements métropolitains dans les scores que nous avons réalisés à l'élection présidentielle, puisque François Mitterrand n'a pu recueillir qu'environ 35% des suffrages au 2ème tour. Et pourtant, Strasbourg a réservé un accueil vibrant et massif à notre candidat lorsqu'il est passé le 29 mars, et la liesse populaire, le soir du 10 mai, dans la capitale de l'Alsace, était aussi profonde que partout dans la France de l'intérieur, comme nous disons en Alsace. Et pourtant, la Gauche a gagné 2% au 2ème tour par rapport au 2ème tour de 1974, qui constituait à l'époque un record que nous n'avons pas été en mesure d'égaler jusqu'alors.
François Mitterrand a rassemblé au 1er tour 22% dans le Bas-Rhin, ce qui est un pourcentage tout à fait honorable, ce qui montre qu'en fait si la Gauche est faible dans le Bas-Rhin, c'est parce que, notamment, le Parti Communiste est réduit à sa plus simple expression : il est à peine à 5%.
Mais, si l'Alsace n'a pas mieux voté, c'est aussi parce que la Droite a pu développer un certain nombre de campagnes mensongères dans le but de sécréter la peur et l'inquiétude.
A cet égard, je pense qu'il serait utile que nos dirigeants et nos ministres prennent position rapidement en exposant un certain nombre d'idées simples, de façon à désamorcer cette inquiétude, par exemple sur le droit de propriété. Si l'on va au fin fond des campagnes alsaciennes, le Socialiste, c'est encore le "rouge" qui va prendre la maison, qui va prendre le champ, qui va tout

Fondation Jean Jaurès

collectiviser ! C'est le "rouge" qui va spolier l'épargne ou qui va la confisquer au-dessus de 10 000 F. ! C'est celui qui va interdire l'école privée ! Voilà les bruits qui courent, il y a donc un certain nombre d'idées simples qu'il serait facile de rappeler, et qui le seraient avec force si elles étaient rappelées par des ministres ou le Premier Ministre, par exemple. Cela permettrait une évolution beaucoup plus rapide de l'électorat dans notre région, notamment, et nous n'avons pas intérêt à faire en sorte que l'électorat légitimiste d'Alsace - aujourd'hui, le légitimisme devrait jouer en notre faveur - ne soit plus légitimité.
Faisons aussi en sorte que l'Alsace ne se sente pas isolée, isolée pas le fait que maintenant elle est une région qui se trouve dans l'opposition, isolée par le fait que, pour la première fois depuis très longtemps, il n'y a plus de ministre alsacien dans le gouvernement ; cela a été, bien sûr, relevé par la presse régionale, qui est aux mains de la Droite et, s'il n'est pas question ici de réclamer à cors et à cris un ministre alsacien, il est quand même nécessaire d'attirer l'attention de nos responsables gouvernementaux sur les aspirations régionales de l'Alsace, pour faire en sorte qu'elles soient effectivement prises en compte maintenant, après avoir été ignorées par les gouvernements de la Droite. Je crois que ce serait le meilleur moyen de faire venir l'Alsace au Socialisme.
Enfin, je voudrais arriver maintenant à la campagne des législatives proprement dite, pour poser un certain nombre de questions.
J'ai dit tout à l'heure que la presse régionale était aux mains de la Droite. Un groupe de camarades journalistes et techniciens de l'audiovisuel nous a proposé de mettre sur pied, dans les jours qui viennent, une radio-libre à Strasbourg, pour essayer justement de contrecarrer, d'une part, le poids de la télévision officielle, dont les responsables sont toujours en place et font le même travail que les années précédentes et, d'autre part, le poids de la presse écrite qui nous est hostile, du moins souvent défavorable.
Alors, je pose la question à nos responsables nationaux : est-ce qu'il est politiquement opportun de lancer des opérations de ce type ? Je crois que cela mérite un débat.
Je souhaiterais aussi - et là, je suis mandaté par mes camarades - pouvoir rentrer ce soir dans ma fédération avec un certain nombre d'informations précises sur les moyens dont nous allons disposer pour mener cette campagne, aussi bien les moyens techniques, que les moyens en personnel, que les moyens financiers.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
La parole est à Paulette Nevoux.

Paulette Nevoux

Chers camarades, je voudrais intervenir, à partir du rapport de Lionel Jospin, sur les relations que nous devons avoir avec le Parti Communiste et, notamment, sur d'éventuels accords.
J'appartiens à une fédération, le Val-de-Marne, où le Parti Communiste est une

force très importante ; il était la première force de notre département.
Depuis les élections présidentielles, c'est le Parti Socialiste qui est la première force du Val-de-Marne.
Nous le devons, c'est vrai, à la qualité de notre candidat, à nos propositions, nous le devons à l'image que donnait le Parti Socialiste sur le plan national, mais nous le devons surtout, essentiellement, au travail que faisaient les militants sur le terrain, au travail que faisaient les sections, au travail que faisait la fédération.
Je vous passe les difficultés de campagne que nous avons vécues avec le Parti Communiste... C'était parfois à la limite du supportable. Mais nous avons gagné et je crois que c'est une grande satisfaction pour nous.
Alors, aujourd'hui, nous nous trouvons à la veille d'élections législatives, avec des députés Communistes sortants, non négligeables sur le plan national : Georges Marchais, Charles Fiterman, notamment... Dans les huit circonscriptions du Val-de-Marne, il y a deux circonscriptions où il y a un député Communiste sortant, et où les Socialistes sont passés devant... Sur ces deux circonscriptions, il y a celle de Charles Fiterman et vous comprenez que, pour nous, il est très important de retrouver le score que nous avons fait au 1er tour des présidentielles et de gagner des sièges de députés dans le Val-de-Marne.
Alors, quand nous voyons aujourd'hui comment ces députés Communistes s'adressent à leurs électeurs, quand nous voyons les lettres qu'ils ont déjà envoyées, dans lesquelles vous ne trouvez pas une seule fois le mot "Communiste", dans lesquelles ce sont eux qui ont toujours été derrière François Mitterrand, dans lesquelles ce sont eux les candidats du Parti Socialiste - et cela, dans la bouche même de Charles Fiterman ! - croyez que, pour nous, c'est très difficile à supporter ! Mais nous allons faire face, nous allons nous battre et nous allons gagner, nous en sommes certains !
Néanmoins, nous sommes un peu inquiets d'éventuels accords qui pourraient avoir lieu avec le Parti Communiste et qui privilégieraient certains députés Communistes sortants. Ce serait, pour nous, militants, je dois le dire, une très grande déception, et cela risquerait d'entraîner une certaine démobilisation de nos camarades. Ce serait aussi très mal ressenti par notre électorat.
La Convention fédérale du Val-de-Marne a voté à l'unanimité une motion que je transmets à la Convention nationale, qui dit ceci :
"La Convention fédérale du Val-de-Marne demande à la Convention nationale de prendre acte des efforts des militants Socialistes, des votes des électeurs, des progrès du Parti Socialiste dans notre département.
"Aussi, elle affirme sa détermination de respecter, de faire respecter, la tradition républicaine du désistement pour le candidat de gauche arrivé en tête au 1er tour dans les huit circonscriptions du Val-de-Marne."
Chers camarades, je dépose cette motion sur le bureau de la Convention nationale.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Françoise Gaspard.

Fondation Jean Jaurès

Françoise Gaspard

Chers camarades, la victoire du 10 mai a d'abord été celle d'un parti rassemblé, tous dans notre Parti y ont eu leur part et je crois qu'il était utile de le souligner avant même de parler du rassemblement populaire qui va bien au-delà de notre Parti, et qui est aussi bien entendu à l'origine de notre victoire.

C'est la victoire d'un rassemblement, l'union des forces populaires, dont nous devons bien évidemment tenir compte à la veille de ce nouveau combat que nous engageons et que nous devons bien entendu gagner.

Tout à l'heure Lionel Jospin parlait en des termes qui étaient nécessairement flous, de négociations que nous allons ouvrir dans la semaine qui vient avec les diverses composantes de ce rassemblement.

Il nous faudra, pour remporter ces élections, un accord électoral avec le Parti Communiste notamment, et tout accord électoral passe bien évidemment aussi par un accord politique. Je souhaite que les conditions strictes que Lionel Jospin a posées pour l'ouverture de cette négociation soient effectivement respectées.

Il faut que des conversations s'engagent, il faut qu'elles s'engagent loyalement, rigoureusement, sereinement, et je dis aussi qu'il n'est sans doute pas l'heure, et que cela pourrait avoir des conséquences négatives, de parler aujourd'hui étant donné notamment les délais auxquels nous sommes tenus, étant donné aussi le climat qui a présidé au premier tour, et il ne saurait être question je pense d'un accord programmatique ; que cela puisse nous sembler regrettable, je le comprends et je partage ces regrets, mais enfin en quinze jours je vois mal comment nous pourrions avoir un programme et aller au-delà d'un accord politique avec nos partenaires, en particulier Communistes.

A l'égard de nos partenaires, il faudra cependant ne pas avoir une attitude impérialiste, il faudra ne pas non plus être trop conciliant, mais surtout, je crois que si la victoire dont nous avons besoin le 21 juin passe par la concrétisation de ce rassemblement des forces populaires à travers les organisations politiques, je crois aussi que cette victoire dépend des premières mesures qui seront prises par le gouvernement, et notamment des mesures qui seront prises mercredi prochain.

Il y a une attente immense dans le pays, il y a - je crois que nous le sentons partout - dans notre circonscription, une attente patiente et sereine, mais nous n'avons pas le droit de tromper un certain nombre d'espoirs.

Je pense en particulier aux personnes âgées, l'augmentation du minimum vieillesse a été l'un des actes de notre campagne lors de nos réunions et il faut aussi je crois que les espoirs de 5 millions de personnes âgées qui sont au minimum vieillesse, soient récompensés.

Il faut avoir une attention particulière à l'égard des locataires des logements sociaux.

Il faut non seulement dialoguer, mais aussi prendre des mesures en faveur des artisans et des commerçants, et les rassurer d'abord, puisque vous avez sans doute vu comme moi que dans les dix derniers jours, un certain nombre de banques privées ont coupé les crédits aux artisans et aux commerçants, et cela

est tout à fait grave, voire dramatique pour un certain nombre de petites et moyennes entreprises.
Tout à l'heure Gérard Delfau le disait, la lutte des classes continue, mais la lutte des classes a divers aspects. A l'heure actuelle les banques privées essaient de faire peur, d'installer la panique dans l'artisanat, dans le commerce, dans les PMI, dans les PME, je ne passerai pas en revue tous les secteurs où nous devons intervenir immédiatement, mais nous devons y être, tant du côté du gouvernement que du côté du Parti, particulièrement sensibles. Je dirai maintenant un mot sur le problème des candidatures.
Heureusement, mes chers camarades, que la période de désignation de nos candidats a été brève, car sauf à vouloir faire de l'anthropologie politique, nous aurions, à ce petit jeu auquel nous avons assisté ici et là; fini par avoir des surprises tout à fait désagréables et vu des sections qui ont travaillé pour la victoire, se démobiliser.
Nous avons vu, et j'en ai vu moi-même, des "parachutistes" descendre, que nous n'avions pas vu coller des affiches, que nous n'avions pas vu militer ou à peine dans notre Parti bien qu'ils s'en réclament depuis dix ans ou même moins... (quelques applaudissements), ignorant tout des réalités locales, ignorant surtout que depuis des années et des années des militants sur place ont participé aux luttes des travailleurs et ont fait en sorte que la victoire que nous avons remportée c'est aussi la leur, celle des militants de base, qui ont bien le droit de choisir, sauf peut-être quelques exceptions, mais qui ont le droit de choisir leur candidat parce que, encore une fois, ce sont eux les militants et les militantes sur place, qui vont se battre pour la victoire du 21 juin. (Applaudissements)
Alors les femmes dans cette affaire ?
Eh bien je me suis battue pour les femmes dans ce parti depuis dix ans et je continue à le faire, mais je n'ai jamais cru, mes chers camarades, et je l'ai dit ici en d'autres occasions, que c'est en imposant une femme venue de l'extérieur que l'on rend service à la cause des femmes (quelques applaudissements) et j'ai vu chez moi récemment en revanche des femmes qui sur le plan local avaient fait leurs preuves, être éliminées et j'ai le regret de dire, pour des raisons de sensibilité politique, pour ne pas dire de courant.
Alors il nous faut des femmes candidates, mais soyez sages, mes chers camarades de la Commission des résolutions dans cette affaire et ne faites pas que les militants aient trop de difficultés pour se battre et qu'ils en soient découragés.
Je remercie personnellement le Secrétariat national d'avoir réservé à une femme la deuxième circonscription de Dreux, mais je réponds tout de suite que je n'ai pas accepté ce privilège et que je donne volontiers cette réserve à un autre département.
Il faut aussi savoir ce que l'on fait lorsqu'on est implanté sur le terrain, lorsqu'on est une femme, il faut se battre comme les autres et, que le Secrétariat donne un coup de pouce quand c'est nécessaire, c'est très bien, mais quand cela ne l'est pas, qu'il s'en dispense.
Voilà ce que je voulais vous dire. Notre parti doit être le Parti du président, il

doit être le Parti pour le président. Il doit impérativement remporter la victoire du 21 juin, puisque c'est la condition d'une autre politique, c'est la condition du changement pour tous ceux qui souffrent aujourd'hui et qui ont mis leurs espoirs en nous les Socialistes.
Nous avons, dans la tâche qui nous attend, d'autres l'ont dit, une immense responsabilité, un immense honneur aussi. Je suis convaincue que c'est en nous rassemblant nous-mêmes encore mieux, encore plus, que nous gagnerons aujourd'hui, et pour l'avenir que nous gagnerons pour le Socialisme et pour la France.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
La parole est maintenant à Douyère, qui sera le dernier orateur de la matinée, nous interromprons ensuite et la Commission des résolutions siégera immédiatement.

Raymond Douyère

Camarades, je vais être bref.
Je suis mandaté par la fédération de la Sarthe, pour poser deux questions, ajouter une information et d'autre part faire un certain nombre de réflexions politiques.
Les deux questions concernent : la première le MRG, la deuxième le PSU.
En effet, au travers des deux rapports qui nous ont été faits ce matin, il ne nous est pas apparu que des réponses précises aient été données aux questions que nous nous posions sur le plan fédéral, notamment concernant le MRG.
Le fait pour le Parti sur le plan national de réserver un certain nombre de postes à des camarades sortant du MRG ou à des camarades qui seront demain des candidats pour le MRG, interdit-il à l'ensemble du MRG sur les autres départements, de présenter des candidats contre nous et ceci de façon formelle ?
Jusqu'ici je n'ai pas entendu de réponse à ce sujet et nous sommes l'objet dans notre département en tout cas, d'un chantage de la part des camarades du MRG qui ne représentent, malheureusement pour eux mais heureusement pour nous, que 2%, mais qui bien entendu souhaiteraient présenter des candidats dans un certain nombre de circonscriptions et le feront en tout état de cause s'il n'y a pas d'interdiction sur le plan national.
La même question se pose pour le PSU, avec cette correction que, vous connaissez comme moi le PSU, il ne représente pas à l'heure actuelle une grande force électorale, ni une grande force militante et pour eux se pose le problème des finances pour pouvoir présenter des candidats.
Alors, et cela rejoint un peu la première question que je posais, il se trouve que nos camarades du Parti Communiste, qui ont quelques craintes pour des postes de députés dans la circonscription, ont rencontré le MRG et le PSU, qui naïvement sont venus nous voir - et là c'est une information que j'apporte au National - parce que nous avons l'habitude de les rencontrer, et nous ont dit que non seulement les camarades du PC, l'appareil du Parti Communiste, étaient

Contribution Jean-Jaurès

disposés à faire leur campagne, mais plus encore étaient disposés même à leur payer et à distribuer et coller leurs affiches.
Il convient donc qu'au travers de l'accord politique, s'il existe, qui sera déterminé avec le MRG et le PSU, un certain nombre de précautions soient prises à ce sujet, de façon très précise.
J'avais été mandaté aussi sur le problème politique, à propos du rôle du Parti et du gouvernement, mais les précisions qui ont été apportées par Lionel Jospin lèvent toute ambiguïté sur les hésitations que je pouvais avoir et que pouvaient avoir un certain nombre de camarades dans le département.
Par contre il y a un certain nombre de réflexions faites à la Convention fédérale, qui ne sont pas du tout des réflexions de défiance mais la composition même du gouvernement, et ce n'est pas du tout un problème de personne, de camarades, de courant, n'a pas paru très enthousiasmante.
Je livre simplement cette réflexion, mais ne voyez là aucune direction politique, sauf peut-être à propos du temps libre, qui a représenté vraiment pour les camarades de la fédération, quelque chose de très novateur et prometteur pour l'avenir.
Par contre, un certain nombre de réflexions ont été faites par des Secrétaires de section venant de l'observation qu'ils ont pu avoir sur le terrain concernant les jeunes ; effectivement tous l'ont constaté et tout le monde a souligné ici l'engagement important de la jeunesse à nos côtés, aussi bien avant le premier tour qu'entre les deux tours, et qu'après la victoire pour fêter cette victoire.
Mais les réflexions que faisaient ces jeunes allaient aussi dans le sens d'une réunion de la Gauche se concrétisant au niveau gouvernemental, et si nous sommes en tant que responsables politiques, moi comme vous, particulièrement attentifs à la réalisation d'un accord réel avec le Parti Communiste, s'il est possible, ou tout au moins un contrat de gouvernement même si on ne peut pas parvenir et c'est vraisemblable, à un accord programmatique, eh bien ces jeunes eux attendent quand même un gouvernement d'union de la Gauche, et je crois qu'à ce sujet il faut aller vraiment dans ce sens et faire le maximum pour obtenir un contrat de gouvernement avec le Parti Communiste. Car effectivement, ces jeunes, nous risquons de nous couper d'eux si leur sensibilité à l'heure actuelle est dans le sens d'un gouvernement d'union de la Gauche.
Enfin je voudrais insister, et un certain nombre de camarades ont parlé de l'action du gouvernement dans les mois qui viennent or je ne crois pas, que je sache, que ce soit du domaine réglementaire et que donc le gouvernement puisse intervenir immédiatement, je crois qu'un grand projet reprenant l'ensemble de nos propositions concernant les droits des travailleurs dans les entreprises, doit immédiatement être rendu public en disant que c'est l'axe prioritaire qui sera donné à l'action gouvernementale dans les mois qui viennent ; car croyez bien que dans les entreprises à l'heure actuelle, les travailleurs, s'ils sont prêts à nous soutenir sur un certain nombre de réformes profondes de la société, de revendications immédiates à satisfaire, sont encore plus attentifs à ce que leurs droits soient vraiment étendus au niveau de l'entreprise ; et je crois camarades que si nous ne répondons pas rapidement sur ce point, nous allons nous couper

de cette base militante dont nous avons le plus grand besoin et à laquelle faisait particulièrement appel tout à l'heure notre camarade Delfau. Il avait particulièrement raison, c'est vraiment avec ceux-là que nous pouvons réussir la transformation de la France Socialiste.

Le président - Merci.
Nous allons maintenant interrompre la séance. Il reste pour l'instant cinq orateurs inscrits. Nous reprendrons la séance à 15 heures.
Je demande aux membres de la Commission des résolutions de bien vouloir se réunir à l'instant même au 9ème Bureau à l'Assemblée Nationale, où elle pourra commencer à travailler aussitôt.
La séance est suspendue.

Coll. Fondation Jean-Jaurès